Montréal dimanche 25 mars 2007 Le plus grand quotidien français d'Amérique 123e année N° 153 60 pages, 6 cahiers 88¢ taxes en sus – Édition provinciale 96¢ Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca

LA PRESSE

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE©

KOVALEV, ENFIN !

LE RUSSE ENFILE DEUX BUTS DANS UNE VICTOIRE DE 4 À 1 CONTRE LES CAPITALS

SPORTS PAGES **1** À **4**

BERNARD DEROME

SUR LA ROUTE

LA CAMPAGNE AU MENU

LA PRESSE A SOUPÉ AVEC DES LIBÉRAUX, DES PÉQUISTES ET DES ADÉQUISTES. BON APPÉTIT! **PLUS** PAGES **2** À **4**

SI LA TENDANCE SE MAINTIENT...

LES COULISSES DES SOIRÉES ÉLECTORALES

RADAR PAGES **2** ET **3**

LE CASSE-TÊTE DES CHEFS

PAS FACILE DE FORMER UNE « ÉQUIPE DE RÊVE »

PAGE **A2** ET **A3**

Occupation triple

LA CHRONIQUE DE STÉPHANE LAPORTE

PAGE **A5**

ADVENANT UNE HYPOTHÉTIQUE CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE

Dumont rejette toute idée de coalition avec le PQ

Charest, lui, craint les « désavantages » d'un gouvernement minoritaire

MARIO GIRARD

À quelques heures du scrutin, la victoire porte trois masques. Celui de l'inquiétude, quand Jean Charest demande aux Québécois de lui confier un mandat majoritaire. Celui de la surprise, quand André Boisclair tend la main à Mario Dumont pour réaliser son projet référendaire. Et celui de l'assurance, quand Mario Dumont, peu importe l'issue du scrutin, demeure persuadé qu'il saura tirer son épingle du jeu.

Jean Charest a profité de l'avant-dernière journée de la campagne pour lancer un appel aux Québécois. Soutenu par une fragile avance sur ses deux principaux adversaires, il a demandé aux électeurs de lui donner un mandat majoritaire demain soir. Selon lui, l'élection d'un gouvernement libéral minoritaire limiterait le rapport de force du Québec avec le reste du Canada.

« Face au Canada, le Québec ne doit pas parler d'une voix fractionnée, a-t-il déclaré hier. Il ne faut pas donner l'image d'une société divisée.

›Voir **DUMONT** en page A8

JEAN CHAREST	ANDRÉ BOISCLAIR	MARIO DUMONT

« UN GOUVERNEMENT MINORITAIRE PRÉSENTERAIT À L'EXTÉRIEUR LE PORTRAIT D'UNE SOCIÉTÉ DIVISÉE. »

PAGE **A5**

« MARIO DUMONT VA, JE PENSE, VENIR DE NOTRE CÔTÉ. »

PAGE **A4**

« ANDRÉ BOISCLAIR SE COMPORTE COMME UN ENFANT GÂTÉ DANS SA CHAISE HAUTE. »

PAGE **A4**

PHOTO CARE CANADA

Marcel Bujold

KILIMANDJARO

Mortelle ascension pour un Québécois

MARIO GIRARD

Escalader le Kilimandjaro, c'était le rêve de Marcel Bujold. Malheureusement, ce Québécois à la retraite de 65 ans y a trouvé la mort.

L'homme de Carleton, en Gaspésie, faisait partie de l'une des deux équipes qui avaient entrepris le 17 mars l'ascension du célèbre mont tanzanien au profit de l'organisme CARE Canada.

Grand voyageur, Marcel Bujold participait à cette aventure en compagnie d'autres alpinistes amateurs, de sa femme, Pauline, et de guides expérimentés. Alors que son équipe franchissait la barre des 15 000 pieds d'altitude, soit la moitié du parcours, il a éprouvé un malaise. « C'est arrivé mercredi, dit Andréa Lanthier-Seymour, porte-parole de CARE Canada.

›Voir **QUÉBÉCOIS** en page A9

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Est-ce que Jean Charest, André Boisclair et Mario Dumont vont être obligés d'enlever leur masque eux aussi ?

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

DIM 6 21924 12352 3

Nikon
Captez l'émotion

D80 10,2 MP GARANTIE 2 ANS Nikon
- Capteur CCD de 10,2 mégapixels
- 3 images / seconde
- Écran ACL de 2,5 po
- Système de mesure i-TTL
- Système AF sur 11 zones
- **Incluant un objectif 18-70 mm**

1 399,99$

D40 **699,99$**
- Capteur CCD de 6 megapixels
- 2,5 images / seconde
- Écran ACL de 2,5 pouces
- **Incluant un objectif 18-55 mm**

GARANTIE 2 ANS Nikon

COOLPIX P5000 **499,99$**
- 10 mégapixels
- Écran ACL de 2,5 pouces
- Système de stabilisation optique (VR)

GARANTIE 2 ANS Nikon

FLASH SB 400 **169,99$**

Parfait pour optimiser les prises de vues au crépuscule ou pour donner aux photos de jour un effet saisissant.

GARANTIE 2 ANS Nikon

L.L.Lozeau Ltée
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE
6229, St-Hubert | 514.274.6577
Montréal (Québec) | www.lozeau.com
lozeau.com
Accord D Desjardins
MÉTRO BEAUBIEN
Valide jusqu'au 31 mars 2007

3448899A

POLITIQUE-FICTION

Ils n'ont pas eu beaucoup de temps pour y penser. Mais, dans ces dernières heures avant le scrutin, les trois chefs réfléchissent sûrement à la formation de leur équipe ministérielle s'ils forment le gouvernement. Du côté de l'ADQ, l'exercice reste bien théorique – Mario Dumont, confie-t-on, n'a jamais cru qu'il pourrait l'emporter. Mais pour Jean Charest et André Boisclair, le casse-tête reste entier. Bien sûr, les deux chefs ont sous la main une longue liste de députés qui ont déjà fait partie d'un gouvernement. Mais le verdict des électeurs peut faire des trous dans les « équipes de rêve », et l'élection d'un gouvernement minoritaire pourrait chambarder les projets de carrière.

Couillard pressenti au Trésor

DENIS LESSARD

Élu, Jean Charest convoquerait vraisemblablement l'Assemblée nationale en mai, le 1er ou le 8. Son gouvernement devrait être annoncé assez rapidement, quelques jours avant Pâques. À la veille du scrutin, une inconnue de taille demeure sur son tableau de bord : le gouvernement sera-t-il majoritaire ? Ou minoritaire, comme le laissent prévoir les sondages ?

Philippe Couillard n'est pas un homme content. Il a fallu exercer beaucoup de pression sur lui pour qu'il accepte de quitter Mont-Royal pour la circonscription de Jean-Talon, où il doit désormais ferrailler avec des adéquistes. Mais c'est un détail. Le pire, c'est que, avec l'élection d'un gouvernement minoritaire, il devra probablement garder le fort à la Santé.

Il avait pourtant dit clairement adieu aux hauts fonctionnaires de son ministère, au dernier party de Noël. Plusieurs apparatchiks libéraux le voient au Conseil du Trésor, où il acquerrait une connaissance horizontale de la machine gouvernementale – le passage obligé pour un politicien qui a, comme lui, d'immenses ambitions. Lui a confié à des amis qu'il aimerait être responsable d'un ministère comme l'Énergie.

Mais, dans un gouvernement minoritaire, il vaudra mieux privilégier une valeur sûre à ce ministère névralgique.

Si Jean Charest obtient un mandat majoritaire, la marge de manœuvre sera beaucoup plus nette. Les libéraux ont déjà mis le nom d'Yves Bolduc, le médecin du Lac-Saint-Jean, sur la liste des « morts au combat ». Il était le dauphin de Philippe Couillard… mais il ne sera vraisemblablement pas élu. Si Couillard bouge, au lieu du Dr Bolduc, le nom de Jean-Marc Fournier, actuel ministre des Transports, revient souvent pour la Santé – il a déjà été critique de ce dossier dans l'opposition.

Bien des gens attendent Raymond Bachand aux Finances. Mais Monique Jérôme-Forget a fait valoir ses longs états de service depuis 1998. Les dernières années surtout ont été intenses pour elle avec le règlement (finalement imposé) des conventions collectives du secteur public et le dossier de l'équité salariale.

M. Bachand a pourtant la cote auprès de Jean Charest. On lui attribue le sauvetage politique du gouvernement lors de la crise de l'industrie forestière. Et il a souvent remporté des épreuves de force contre Michel Audet et Monique Jérôme-Forget.

Bien des gens attendent Raymond Bachand aux Finances. Mais Monique Jérôme-Forget a fait valoir ses longs états de service depuis 1998.

Il pourrait bien rester au Développement économique, mais plusieurs l'envoient au Trésor, surtout si Philippe Couillard reste en service commandé à la Santé.

Quelques nouveaux visages sont à prévoir. Pierre Arcand, la vedette recrutée pour Mont-Royal, ne restera pas sur les banquettes arrière. On le voit à un poste économique, peut-être comme ministre délégué, dans un premier temps. Alain Paquet, député de Laval-des-Rapides, est en montée aussi : il participe à toutes les annonces économiques du PLQ. Un autre député de longue date, l'ingénieur David Whissell, candidat dans Argenteuil, est sur la liste des ministrables.

L'ancien policier Guy Ouellette est aussi susceptible de devenir ministre. Dans le milieu de la sécurité, on prévoit que la création du poste de directeur des poursuites criminelles et pénales rétrécit beaucoup le rôle du ministre de la Justice. Ce serait l'occasion de créer une sorte de ministère de l'Intérieur sous la responsabilité de Jacques Dupuis, avec Guy Ouellette comme ministre délégué à la police.

À Québec, Carole Théberge, responsable de la Famille, ne sera vraisemblablement pas réélue. Théoriquement, ce serait une place taillée sur mesure pour Marguerite Blais si elle est élue dans Saint-Henri–Sainte-Anne. Mais elle est un peu desservie par la géographie.

Le verdict des électeurs de Québec pèsera lourd dans le prochain Conseil des ministres. Si Michel Després, le ministre des Transports, est battu dans Jean-Lesage, Sam Hamad aura une nouvelle chance s'il remporte la circonscription de Louis-Hébert (il avait été relégué aux banquettes arrière dès le premier remaniement).

Jean-Marc Fournier voulait les Transports depuis longtemps. C'était au moment où le projet du prolongement de la 30 restait en suspens. S'il quitte l'Éducation, il pourrait être remplacé par Line Beauchamp, qui a fait le tour du jardin à la Culture.

Julie Boulet, très populaire dans sa région, devrait résister à la vague adéquiste en Mauricie, auquel cas elle restera probablement ministre. Claude Béchard, qui a accepté l'Environnement au moment difficile de la privatisation du mont Orford, pourrait rester à ce poste, désormais plus calme.

Benoît Pelletier, responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, a des visées sur les Relations internationales – il a maintes fois mis les pieds dans les plates-bandes de sa collègue Monique Gagnon-Tremblay. Il pourrait réussir cette fois.

Le visage de l'Assemblée nationale risque de changer beaucoup après le scrutin

PHOTO JACQUES BOISSINOT, PRESSE CANADIENNE

Si l'ADQ forme le gouvernement, Mario Dumont confiera vraisemblablement les Finances à Gilles Taillon. Mais pas question d'une direction bicéphale.

Dumont, ministre de tout

DENIS LESSARD

Tous ceux qui suivent de près le fonctionnement de l'Action démocratique depuis des années peuvent prédire la structure d'un éventuel conseil des ministres : Mario Dumont serait ministre de tout et se ferait aider par autant de « ministres délégués » que nécessaire !

Mario Dumont n'a pas perdu la balle des yeux durant la campagne électorale. Jamais il n'a cru qu'il obtiendrait le pouvoir demain.

Mais spéculer sur un conseil des ministres adéquiste permet du même souffle de prévoir qui pourraient être les principaux lieutenants de Mario Dumont à l'Assemblée nationale.

Gilles Taillon, l'ancien patron du Conseil du patronat, pourrait choisir sa limousine si l'ADQ formait le gouvernement. Et il choisirait les Finances. Les vedettes se bousculaient en 2003 pour poser leur candidature. Il était le seul prêt à faire le saut, cette fois. Aussi, quand on y regarde de près, bien des volets du programme électoral de l'ADQ, cette année, sont des copier-coller des propositions du CPQ durant la période où Gilles Taillon était aux affaires. Mais pas question d'une direction bicéphale. Alors que M. Taillon avait soutenu publiquement qu'il ferait campagne avec Mario Dumont, il n'est sorti que deux fois de Chauveau depuis le déclenchement des élections. En 2003, Pierre Bourque avait connu le même sort – Mario Dumont ne partage pas beaucoup les caméras.

Un Dumont premier ministre donnerait des rôles importants aux élus adéquistes de 2003.

Un Dumont premier ministre donnerait aussi des rôles importants aux élus adéquistes de 2003. L'ancien maire beauceron Janvier Grondin serait aux Affaires municipales ou à l'Agriculture. Marc Picard, de Chutes-de-la-Chaudière, au Trésor, et Sylvie Roy, dans Lotbinière, pourrait avoir des responsabilités dans le secteur social.

Des conseillers de longue date de Mario Dumont pourraient avoir des rôles importants à l'Assemblée nationale s'ils se faisaient élire. Il faut penser à Sébastien Proulx, dans Trois-Rivières, un avocat qui pourrait s'occuper de la Justice, comme ministre ou comme porte-parole de l'opposition. Un autre avocat, Jean Nobert, est aussi un homme de confiance de M. Dumont, mais ses chances de se faire élire dans Louis-Hébert sont plus hypothétiques.

Christian Lévesque, qui a plus de chances d'être élu dans Lévis, serait vraisemblablement à l'Économie – cet entrepreneur à la tête d'une importante vitrerie a été président de la chambre de commerce locale.

Un autre représentant de l'entreprise, André Riedl, dans Iberville, est patron d'une grosse entreprise canadienne de traitement des gaz médicaux et industriels. Lui aussi, s'il est élu, pourrait s'asseoir sur la première banquette. Éric Caire aura aussi un rôle important dans l'équipe s'il gagne la bataille dans La Peltrie. L'ADQ mise également beaucoup sur Catherine Morissette, avocate de Charlesbourg. Un syndicaliste, Robert Émond, dans Dubuc, est le mieux placé des adéquistes de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

D'autres candidats pourraient recevoir des responsabilités, mais leurs circonscriptions sont moins propices à l'ADQ. Le meilleur exemple : Pierre Harvey, un microbiologiste qui pourrait être ministre de la Santé, est candidat dans Outremont, une forteresse libérale. Dans la couronne Nord, Patrick Pilotte (Fabre), Pierre Gingras (Blainville) et Linda Lapointe (Groulx) auront beaucoup de temps de glace… s'ils se font élire.

SOMMAIRE

Amusez-vous !	RADAR 8
Astrologie du jour	ACTUEL 7
Décès	ACTUEL 8
Forum	A 14 et 15
Horaire télévision	RADAR 4
Loteries	A 10
Monde	A 12 et 13
Personnalité	A 16
Petites annonces	ACTUEL 6
Poker	SPORTS 4
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo
Généralement ensoleillé, maximum 7, minimum -1. SPORTS 7

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?
commentaires@lapresse.ca

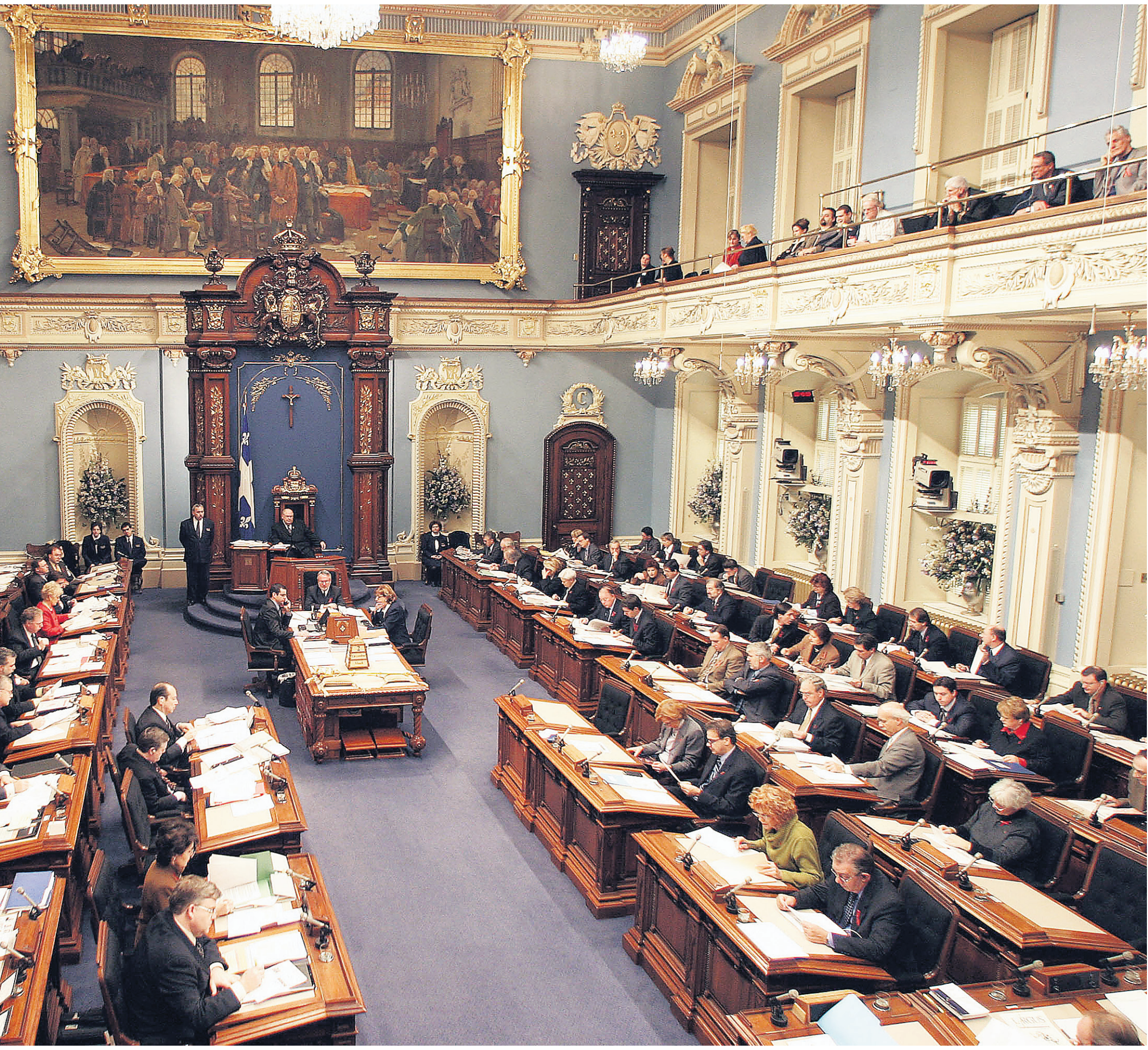


PHOTO JACQUES BOISSINOT, PRESSE CANADIENNE

de demain. La question sur toutes les lèvres : qui formera le prochain gouvernement ?

PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES PRESSE CANADIENNE

À la recommandation de Louis Bernard, André Boisclair s'est engagé à ramener de 24 à 18 le nombre des ministères – exit les « ministres délégués ».

PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES PRESSE CANADIENNE

Si les libéraux forment un gouvernement minoritaire, Philippe Couillard risque de conserver la Santé. En pareille situation, Jean Charest aura besoin d'une valeur sûre à ce ministère névralgique.

Louis Bernard, architecte de la transition

DENIS LESSARD

Dans l'entourage d'André Boisclair, on a déjà confié à Louis Bernard, mandarin perpétuel, d'amorcer la réflexion sur la nécessaire transition si le PQ est porté au pouvoir.

Une chose est acquise : un gouvernement Boisclair déposerait très rapidement un nouveau budget. Louis Bernard a repris du service il y a quelques jours. C'est lui qui tient le crayon pour dessiner les changements susceptibles d'être apportés à la structure du gouvernement. À sa recommandation, André Boisclair s'est engagé à ramener de 24 à 18 le nombre des ministères – exit les « ministres délégués ». Le ministère du Revenu, transformé en agence, passera sous la responsabilité du ministre des Finances. Aînés, famille et communautés culturelles relèveront d'un nouveau ministre de la Population. Rien des grands chambardements des « ministres d'État » de 1976 et, surtout, pas de retour à la structure bancale des « délégués régionaux » de 1994.

Quand on regarde la liste des frappeurs, quelques évidences sautent aux yeux: plusieurs élus pourront être facilement casés.

Pierre Curzi, la vedette recrutée pour Borduas, irait à coup sur à la Culture. François Legault est le choix naturel pour le portefeuille des Finances.

Si elle survit à la vague adéquiste à Québec, Agnès Maltais aura le statut de miraculée. Elle a déjà été déléguée à la Santé, puis à la Culture... Elle sera en bonne posture pour une promotion.

Avec ses états de service, Louise Harel pourra choisir sa limousine. Ce ne serait pas une bonne idée de froisser la députée d'Hochelaga-Maisonneuve, qui a toujours sous la main le numéro de téléphone de Gilles Duceppe. Elle avait déjà voulu la Justice, il y a plusieurs années, mais c'était à l'époque où elle savait que la Santé était réservée au Dr Jean Rochon.

Autre nomination « préventive » : Lizette Lapointe, si elle se fait élire dans Crémazie – probablement le seul changement dans l'île de Montréal. Un ministère pour la femme de Jacques Parizeau servirait d'antidote pour neutraliser son volubile et percutant mari.

Louise Harel pourra choisir sa limousine. Ce ne serait pas une bonne idée de froisser la députée d'Hochelaga-Maisonneuve, qui a toujours sous la main le numéro de téléphone de Gilles Duceppe.

Camil Bouchard devrait survivre dans Vachon, si on se fie aux sondages. Son profil le destine à un poste social, l'Emploi ou l'Éducation. Il était critique à ce dernier poste avant les élections, ce qui est généralement un handicap – on évite de placer les politiciens dans les postes où ils devraient faire ce qu'ils préconisaient dans l'opposition.

Pour le Trésor, Diane Lemieux a de l'appétit, dit-on. Proche d'Éric Bédard, un des principaux conseillers d'André Boisclair, elle sera au haut de la liste. Elle demeurerait leader parlementaire et pourrait aussi devenir vice-première ministre. Sylvain Simard est aussi en lice pour le Trésor, un poste qu'il a occupé sous Bernard Landry.

Si le PQ est élu, il faut prévoir que Stéphane Bédard, fils de Marc-André et frère d'Éric, obtiendrait la Justice.

Il faudra aussi vraisemblablement compter avec Rita Dionne-Marsolais et Marie Malavoy, qui ont déjà eu des ministères. Richard Legendre, un allié indéfectible de François Legault, aurait un poste économique. On peut penser que Danel Turp irait au Relations internationales.

Les considérations régionales pèsent toujours plus lourd qu'on pense. Vu comme un candidat solide, Bernard Drainville est handicapé par sa proximité géographique avec Curzi, mais la volonté de présenter de nouveaux visages jouerait en sa faveur. Stéphane Bergeron, en avance dans Verchères, et François Rebello, qui a des chances dans La Prairie, sont aussi des possibilités. En revanche, Maxime Arseneau, s'il reste député des Îles-de-la-Madeleine, aura un ministère – peut-être l'Agriculture, dont il s'est déjà occupé.

S'il réussissait à ramener La Peltrie près de Québec – une grosse commande –, l'universitaire Robert Beauregard serait aussi appelé. Au Saguenay, Sylvain Gaudreault aura des chances s'il bat la ministre libérale Françoise Gauthier.

Au Travail, certains voient le syndicaliste Marjolain Dufour, de René-Lévesque, une bien mauvaise nouvelle pour son voisin de circonscription Rosaire Bertrand.

Le vétéran des vétérans, François Gendron, qui en était à ses dernières élections, deviendrait président de l'Assemblée nationale, comme le prédisait déjà, il y a 10 ans, son ami et rival Rémy Trudel!

ÉLECTIONS 2007

LA CAMPAGNE EN DIRECT

DANS L'AUTOCAR

Dans une cérémonie à l'allure solennelle, Mario Dumont a remis une plaque commémorative au conducteur de l'autocar des médias électroniques, hier, sous l'œil attentif des caméras. Rémi Thériault, alias Bing Bang, avait heurté une voiture banalisée de la Sûreté du Québec en début de campagne, à Montréal. Le sourire aux lèvres, les deux pieds dans la boue du stationnement de la cabane à sucre Mégantic, des gardes du corps, des policiers et des chauffeurs ont formé un cercle autour du chef de l'ADQ, le temps que celui-ci remette la plaque au jeune conducteur. M. Thériault a ri de bon cœur en recevant le morceau de bois sur lequel on avait collé un bout du pare-chocs de la voiture qu'il a emboutie le 22 février.
— Hugo De Grandpré

ILS ONT DIT...

« Mario Dumont a dit qu'il ne serait pas avec nous dans une coalition sur la souveraineté du Québec. Le jour où on aura le rapport Grenier entre les mains, et si jamais la thèse d'Option Canada était confirmée, je ne suis pas convaincu que M. Dumont va maintenir la même position. Il va, je pense, venir de notre côté. »
— André Boisclair, qui tend la main au chef de l'ADQ

« Il se comporte comme un enfant gâté dans sa chaise haute. La prochaine étape, c'est qu'il va faire la danse du bacon s'il n'a pas ce qu'il veut. »
— Mario Dumont, qui refuse de jouer dans le scénario d'André Boisclair.

« Dans nos rapports avec le reste du Canada, un gouvernement minoritaire présenterait à l'extérieur le portrait d'une société divisée. Cela ne serait pas à l'avantage du Québec, au moment où on a besoin d'un rapport de forces. Je veux que nous soyons, au lendemain du 26 mars, unis derrière un gouvernement majoritaire. »
— Jean Charest, mettant en garde les électeurs contre un gouvernement minoritaire.

LES CHEFS AUJOURD'HUI

JEAN CHAREST PLQ
Nicolet, Drummondville, Saint-Hyacinthe, Sorel-Tracy, Boucherville, Longueuil Saint-Jean-sur-Richelieu, Sherbrooke

ANDRÉ BOISCLAIR PQ
Granby, Chambly, Montréal

MARIO DUMONT ADQ
Québec, Trois-Pistoles, Rivière-du-Loup

LE POIDS MÉDIA

LE POIDS DE LA CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS HIER

LES CHEFS

Jean Charest	34 %
Mario Dumont	34 %
André Boisclair	28 %
Françoise David	2 %
Scott McKay	2 %

LES ENJEUX

Accommodements raisonnables – Voter voilé	21 %
Débat constitutionnel	13 %
Possibilité de gouvernement minoritaire	8 %
Baisses d'impôts du PLQ	7 %

Influence communication calcule l'espace médiatique occupé par les chefs de parti parmi les nouvelles portant sur la campagne électorale et diffusées au Québec. Le pourcentage d'espace médiatique occupé par les enjeux est quant à lui mesuré sur l'ensemble des nouvelles diffusées au Québec.

Source : Influence communication www.influencecommunication.ca

Dumont pourrait être tenté par une coalition souverainiste, dit Boisclair

Un tel scénario est inconcevable, rétorque le chef de l'ADQ

MALORIE BEAUCHEMIN

ORFORD — Mario Dumont pourrait revenir dans le camp souverainiste si la thèse d'Option Canada est confirmée par le juge Grenier, estime André Boisclair. En cas de gouvernement minoritaire, un référendum serait donc possible « parce que toutes sortes de coalitions peuvent se former », dit le chef péquiste.

« Il a dit qu'il ne serait pas avec nous dans une coalition sur la souveraineté du Québec, a expliqué M. Boisclair. Mais le jour où on aura le rapport Grenier entre les mains, et si jamais la thèse d'Option Canada était confirmée, je ne suis pas convaincu que M. Dumont va maintenir la même position. Il va, je pense, venir de notre côté et faire en sorte qu'on repose cette question constitutionnelle. »

Après les révélations-chocs contenues dans le livre *Les secrets d'Option Canada*, le juge Bernard Grenier a été chargé d'enquêter sur les agissements controversés du Conseil pour l'unité canadienne lors de la campagne référendaire de 1995. Après plusieurs délais, le rapport doit être remis le 15 mai.

« Je ne veux pas fermer de portes, a souligné l'actuel chef péquiste. En toutes circonstances, je vais respecter la loi. Quand on aura le rapport du juge Grenier, je pense que toutes les options demeureront ouvertes. Même dans le cas d'un gouvernement minoritaire. »

La Loi sur la consultation populaire prévoit que, pour tenir un référendum, une question ou un projet de loi doit être adopté par l'Assemblée nationale, donc, par une majorité de députés.

Alors que le chef de l'ADQ affirme avoir fermé la porte à un nouveau référendum sur la souveraineté, le chef du PQ estime qu'il a parlé trop vite. « Je suis convaincu que Mario Dumont le premier va revisiter sa position », a dit le chef péquiste, ajoutant que le chef de l'ADQ « joue une *game* pendant la campagne électorale » et qu'il pourrait revenir chez les souverainistes, comme plusieurs autres, dans l'« intérêt supérieur du Québec ». Rappelons que, en 1995, M. Dumont avait fait campagne dans le camp du Oui aux côtés de Jacques Parizeau et Lucien Bouchard.

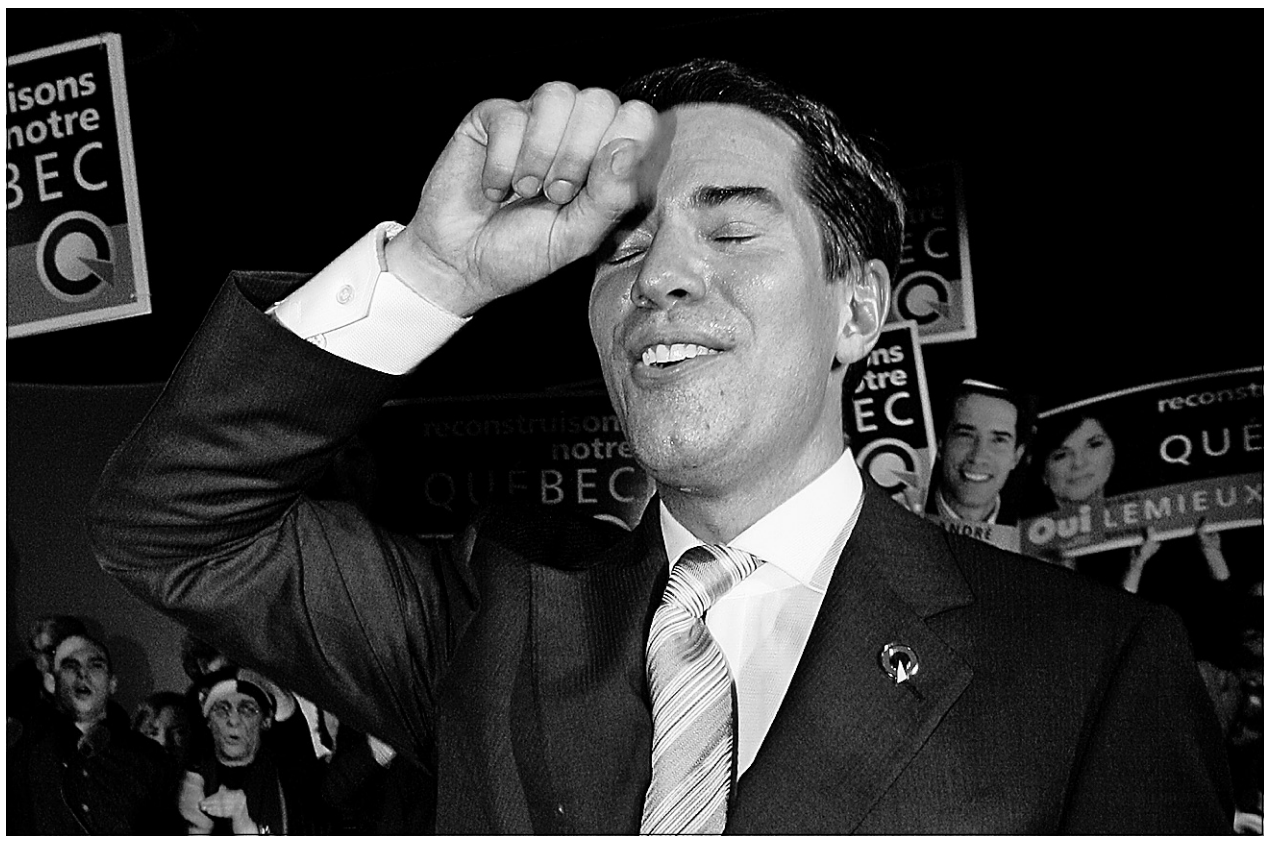


PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©
André Boisclair met un point final à son discours devant plusieurs centaines de militants réunis à Laval.

Afin de dissiper toute ambiguïté, le chef de l'ADQ a tenu à réagir aux propos de M. Boisclair : « S'il y a un sujet à propos duquel j'ai été clair, c'est qu'en cas de gouvernement minoritaire il n'y aura pas de référendum, a affirmé Mario Dumont, de passage au cégep de Thetford-Mines. Advenant un rapport dévastateur du juge Grenier, les personnes qui ont mal agi seront punies pour leurs actions. Ça ne change pas la politique autonomiste de l'ADQ, qui est de s'affirmer sans se séparer. »

« L'avenir de la population et le refus du peuple du Québec d'un autre référendum restent les mêmes », a-t-il ajouté.

Il a par ailleurs critiqué l'attitude du chef péquiste, qu'il considère comme un « déni de la réalité ». « Il se comporte comme un enfant gâté dans sa chaise haute. La prochaine étape, c'est qu'il va faire la danse du bacon s'il n'a pas ce qu'il veut », a conclu M. Dumont.

« Je ne veux pas fermer de portes. Quand on aura le rapport du juge Grenier, je pense que toutes les options demeureront ouvertes. Même dans le cas d'un gouvernement minoritaire. »

En point de presse, André Boisclair a refusé de commenter les nombreux sondages des derniers jours au motif que, en 2003, plusieurs sondeurs s'étaient trompés sur l'issue des élections. Mais en fin de journée, devant ses militants de Saint-Jean-sur-Richelieu, il a affirmé, confiant, que beaucoup d'indécis se dirigeaient vers le PQ. « Chaque jour, dans nos sondages, les libéraux perdent des points. Ils sont en train de s'écrouler, les libéraux. Mario Dumont, son bateau est en train de prendre l'eau. Il a craqué sous la pression. »

Puis, M. Boisclair a répété que le cadre financier de l'ADQ ne colle pas aux nombreuses promesses de M. Dumont, ce qui, selon lui, « annonce des mensonges encore pires que ceux de Jean Charest en 2003 ».

Après avoir visité sept circonscriptions entre Québec et Montréal, le chef péquiste a terminé la soirée dans un grand rassemblement de plusieurs centaines de militants, à Laval, en présence du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, et de plusieurs candidats péquistes.

— Avec Hugo De Grandpré

Pourquoi pas minoritaire adéquiste ?

Mario Dumont promet qu'il y aura de l'action au Parlement

HUGO DE GRANDPRÉ

GRANBY — Si Jean Charest a prié les électeurs de lui donner un gouvernement majoritaire, Mario Dumont, lui, a semblé se réjouir à l'idée de voir un gouvernement minoritaire à l'Assemblée nationale après le 26 mars.

M. Dumont contemple toujours la possibilité de prendre le pouvoir demain, malgré les sondages qui montrent un plafonnement de sa formation dans les intentions de vote.

« Une chose semble à peu près sûre, c'est que ce sera un gouvernement minoritaire, a-t-il indiqué durant un rassemblement matinal à Granby. Et il y a une chose que je ne demande aujourd'hui à personne d'exclure : ça pourrait être un gouvernement adéquiste au service des Québécois. »

« Dans tous les scénarios, il faut que les Québécois gardent à l'esprit qu'on ne veut pas se réveiller mardi matin et retomber dans un Parlement amorphe, un Parlement mou, un Parlement déconnecté de ses citoyens. »

En mode sprint dans cinq circonscriptions libérales de la Montérégie, de l'Estrie et de la Beauce, il a invité ses militants à poursuivre le travail pour élire un maximum de députés adéquistes afin de donner une « garantie de résultats » aux familles, aux aînés et à la classe moyenne.

« Les comportements comme ceux de Jean Charest, qui s'en allait à gauche, à droite, dans le Suroît, dans le mont Orford, des directions non souhaitées par la population, ce ne sera plus possible », a-t-il affirmé.

« Dans tous les scénarios, il faut que les Québécois gardent à l'esprit qu'on ne veut pas se réveiller mardi matin et retomber dans un Parlement amorphe, un Parlement mou, un Parlement déconnecté de ses citoyens. »

L'approche autonomiste

En matinée, Jean Charest avait prié les électeurs de lui donner un gouvernement majoritaire parce que, selon lui, une minorité à Québec affaiblirait la province dans ses négociations avec Ottawa.

M. Dumont l'a accusé d'avoir peur. Il a vanté le caractère rassembleur de son approche autonomiste, tout en soulignant qu'il s'en remettait au verdict populaire : « On va accepter le résultat que les Québécois vont nous donner. On pousse la machine pour en avoir le plus possible, mais mardi matin on va commencer dans le sens des priorités qu'on s'est données et aussi pour s'assurer qu'il y ait de l'action au Parlement. »

« Si cette campagne a porté sur des choses qui touchent la vie des Québécois, c'est grâce à l'ADQ. Si on veut que ça continue après, il faut que l'ADQ soit forte à l'Assemblée nationale. C'est avec cet esprit-là en tête que beaucoup de Québécois vont aller voter ADQ avec le sourire lundi », a-t-il répété sur tous les tons dans cinq villes différentes.

PHOTO PAUL CHIASSON, PC
De passage à Granby hier matin, Mario Dumont a fait un brin de causette avec cette jeune militante et son père, qu'il a invités à ne pas lâcher si près du but.

En cette avant-dernière journée de campagne, le chef adéquiste a visité les circonscriptions de Shefford, Orford, Mégantic-Compton, Frontenac et Beauce-Sud, toutes gagnées par le Parti libéral aux dernières élections. Il filera aujourd'hui vers Rivière-du-Loup, sa destination finale, en faisant quelques arrêts en chemin : Jean-Talon, Louis-Hébert, et Kamouraska-Témiscouata – la circonscription de Claude Béchard.

ÉLECTIONS 2007

Charest montre des signes d'inquiétude

Un gouvernement minoritaire affaiblirait le Québec, prévient-il

TOMMY CHOUINARD

TROIS-RIVIÈRES — L'élection d'un gouvernement minoritaire affaiblirait le Québec et limiterait son rapport de force face au reste du Canada, estime Jean Charest.

Le premier ministre sortant a fait cette mise en garde aux électeurs hier, au moment où les sondages laisse entrevoir la possibilité qu'un gouvernement minoritaire soit élu demain. C'était la première fois qu'il évoquait cette éventualité.

S'il dit avoir toujours bon espoir d'obtenir une majorité de sièges le 26 mars, Jean Charest a montré des signes d'inquiétude hier en insistant sur le danger que représente à ses yeux l'élection d'un gouvernement minoritaire. « Un gouvernement minoritaire est limité dans ses champs d'action », a-t-il martelé en conférence de presse, quelques minutes avant d'entreprendre des visites-éclair dans huit circonscriptions.

« Il faut placer ça dans le contexte québécois, a-t-il ajouté. Un gouvernement minoritaire ailleurs, c'est une affaire. Mais un gouvernement minoritaire au Québec, ça nous limite dans notre rapport de force avec le reste du Canada. »

Par exemple, a-t-il illustré, aux réunions du Conseil de la fédération, ses homologues provinciaux pourraient remettre en question sa « légitimité ». « Les gens autour de la table vont dire : Il y a deux partis qui sont à l'Assemblée nationale et qui pensent que vous ne devriez pas être assis ici. Alors quelle est la légitimité du premier ministre du Québec qui tente de défendre les intérêts des Québécois ? » a-t-il dit en rappelant que l'ADQ veut abolir le Conseil de la fédération et que le PQ préconise la souveraineté.

PHOTO RYAN REMIORZ, PRESSE CANADIENNE

Le chef libéral Jean Charest était de passage à Grand-Mère hier. Il a exhorté les électeurs à élire un « gouvernement libéral majoritaire ». C'était la première fois qu'il évoquait l'éventualité d'un gouvernement minoritaire.

Jean Charest en vient à dire que l'élection d'un gouvernement minoritaire n'a « que des désavantages » : « Ce serait un gouvernement qui présenterait à l'extérieur du Québec le portrait d'une société divisée sur les grandes priorités. Et ça, ça ne peut pas être à l'avantage du Québec. J'essaie de voir quel avantage ça nous donne d'être divisé au moment où on a tellement besoin d'avoir ce rapport de force, je n'en vois pas. »

Il a rappelé que le gouvernement du Québec a « la responsabilité unique » de défendre les intérêts de la seule société à majorité francophone en Amérique. « Si on veut défendre notre identité, on ne peut pas se diviser. Il faut parler d'une seule voix. Il faut élire un gouvernement libéral majoritaire », a-t-il répété toute la journée dans plusieurs rassemblements de son parti.

Selon lui, « ce n'est pas une coïncidence » si les Québécois ont toujours élu un gouvernement majoritaire au cours du dernier siècle. Le dernier gouvernement minoritaire remonte à 1878. C'est la preuve selon lui que les Québécois savent « d'instinct » que « c'est important qu'on soit fort, qu'on ne soit pas affaibli dans une situation minoritaire ».

À ses yeux, seul un gouvernement libéral majoritaire « fort » peut résoudre définitivement le déséquilibre fiscal avec Ottawa et entreprendre des négociations pour limiter le pouvoir fédéral de dépenser.

Jean Charest a invité les Québécois de toutes allégeances politiques qui ne veulent pas d'un référendum à voter pour le PLQ, le seul choix qui, selon lui, permet d'éviter une nouvelle consultation sur la souveraineté. Il a redit que l'ADQ représente « l'antichambre de la souveraineté » et entretient « l'ambiguïté » sur la question nationale.

« Voter pour Mario Dumont, c'est voter pour André Boisclair. S'il y a quelqu'un qui est tenté de voter pour Mario Dumont et qu'il se retrouve avec André Boisclair, il aura la mauvaise surprise de connaître un résultat qui n'est pas celui qu'il souhaitait », a-t-il lancé devant une centaine de militants à Cap-de-la-Madeleine, dans Champlain, en Mauricie.

Hier, Jean Charest a fait une tournée dans les régions de Chaudière-Appalaches, de Québec et de la Mauricie, où l'ADQ gruge des appuis au PLQ. Les militants étaient plus ou moins nombreux au rendez-vous : une quarantaine de personnes à Shawinigan (Saint-Maurice), comparativement à plus de 200 à Québec (Jean-Talon).

Le premier ministre terminera sa campagne aujourd'hui en visitant plusieurs circonscriptions actuellement détenues par le PQ : Nicolet-Yamaska, Drummond, Saint-Hyacinthe, Richelieu et Vachon. Il fera également un saut dans les circonscriptions libérales de Marguerite-d'Youville et de Saint-Jean, où la lutte s'annonce très serrée.

La valeur d'un vote : 5 630 567 X 50 cents

TRISTAN PÉLOQUIN

Vous êtes convaincu que votre vote n'aura aucune valeur dans l'urne ? Détrompez-vous. Avec 5 630 567 électeurs officiellement inscrits sur la liste électorale, les partis politiques se partageront au lendemain du scrutin une cagnotte annuelle de 2 815 283,50 $, répartie en fonction du pourcentage de votes obtenus.

En vertu de la Loi électorale, l'État verse annuellement 50 cents par électeur inscrit sur la liste électorale. Le total est ensuite divisé entre tous les partis reconnus en fonction du pourcentage de vote obtenus à l'échelle nationale, peu importe le taux de participation au scrutin.

Un parti qui obtiendra 1 % du vote demain recevra donc 1 % de la somme de 2 815 283,50 $, soit 28 152 $. Tant que le gouvernement survivra, chaque parti recevra la somme qui lui revient chaque année, pourvu qu'il présente des factures pour justifier ses dépenses.

Grâce à cette formule, l'ADQ de Mario Dumont a reçu plus de 515 000 $ en 2005, une somme qui représente 51 % de tous ses revenus. L'Union des forces progressistes (devenue Québec solidaire) a quant à elle récolté 32 425 $ et le Parti vert, 13 850 $.

« C'est en grande partie grâce à cette allocation que nous avons pu survivre depuis les dernières élections », reconnaît le porte-parole de l'ADQ, Guy Leroux.

On se souviendra que, en 2003, malgré leurs cinq députés et les 18 % de votes recueillis, les troupes de Mario Dumont n'avaient pas été reconnues comme parti à l'Assemblée nationale. « Cela nous a privés d'un budget important attribué pour les équipes de recherche. On a donc dû faire avec le strict minimum. Sans l'allocation publique accordée par la Loi électorale, on aurait difficilement pu maintenir les infrastructures de notre parti », ajoute M. Leroux. Le parti de Mario Dumont aurait aussi été dans l'incapacité de payer les dépenses liées aux congrès nationaux. « Dans une province comme le Québec, les frais de déplacement, c'est énorme », poursuit M. Leroux.

Au Parti vert, cette somme a essentiellement servi à payer le salaire d'une employée à temps partiel, explique le chef Scott McKay. « C'est grâce au travail de cette personne que nous sommes en mesure d'aller chercher des dons particuliers, indique-t-il. Pour nous, c'est de l'argent qui fait des petits. »

Le PQ et le PLQ ont quant à eux obtenu 981 000 $ et 1 343 000 $ par année grâce à cette formule de redistribution, ce qui représente moins de 15 % de leurs revenus totaux.

SOMME VERSÉE PAR L'ÉTAT AUX PARTIS POLITIQUES EN 2005

PLQ :	1 343 006 $ (12 % du budget total de 11 635 935 $)
PQ :	981 308 $ (14 % du budget total de 6 976 694 $)
ADQ :	515 032 $ (51 % du budget total de 1 003 055 $)
UFP :	32 425 $ (23 % du budget total de 138 607 $)
Parti vert :	13 859 $ (58 % du budget total de 24 080 $)
Parti démocratie chrétienne :	3303 $ (10 % du budget total de 32 312 $)

Données : Directeur général des élections du Québec

ALLONS-Y
CHEVROLET

Modèle 5 portes aussi offert au même prix.

AVEO LS

Moteur 4 cyl. à DACT 1,6 L de 103 HP • Siège du conducteur réglable en hauteur avec soutien lombaire • Banquette arrière à dossier divisé 60/40 rabattable • Colonne de direction inclinable • Lecteur CD et MP3 avec prise audio auxiliaire • Chauffe-moteur

VILLE[3]: 8,9 L/100 km
ROUTE[3]: 5,9 L/100 km

LE MEILLEUR PRIX DE SA CATÉGORIE[1].
12 990 $ À L'ACHAT[2]

OPTRA[5] LS

VILLE[3]: 10,4 L/100 km
ROUTE[3]: 7,1 L/100 km

MENSUALITÉ
189 $[4]
Comptant : 1 748 $
Location : 60 mois
221 $[4] Comptant : 0 $ Location : 60 mois
Préparation et frais de transport de 1 095 $ INCLUS

COBALT LT

VILLE[3]: 9,2 L/100 km
ROUTE[3]: 5,9 L/100 km

Climatisation et groupe électrique[5]

MENSUALITÉ
206 $[4]
Comptant : 1 512 $
Location : 48 mois
239 $[4] Comptant : 0 $ Location : 48 mois
Préparation et frais de transport de 1 095 $ INCLUS

CONSUMER GUIDE RECOMMENDED
ACHAT RECOMMANDÉ EN 2007 PAR *CONSUMER GUIDE® AUTOMOTIVE[6].*

GM Canada
LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
160 000 KM 5 ANS SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE LIMITÉE[7] + 160 000 KM 5 ANS AVEC TRANSPORT DE COURTOISIE[7] + 160 000 KM 5 ANS AVEC ASSISTANCE ROUTIÈRE[7]

offreschevrolet.ca

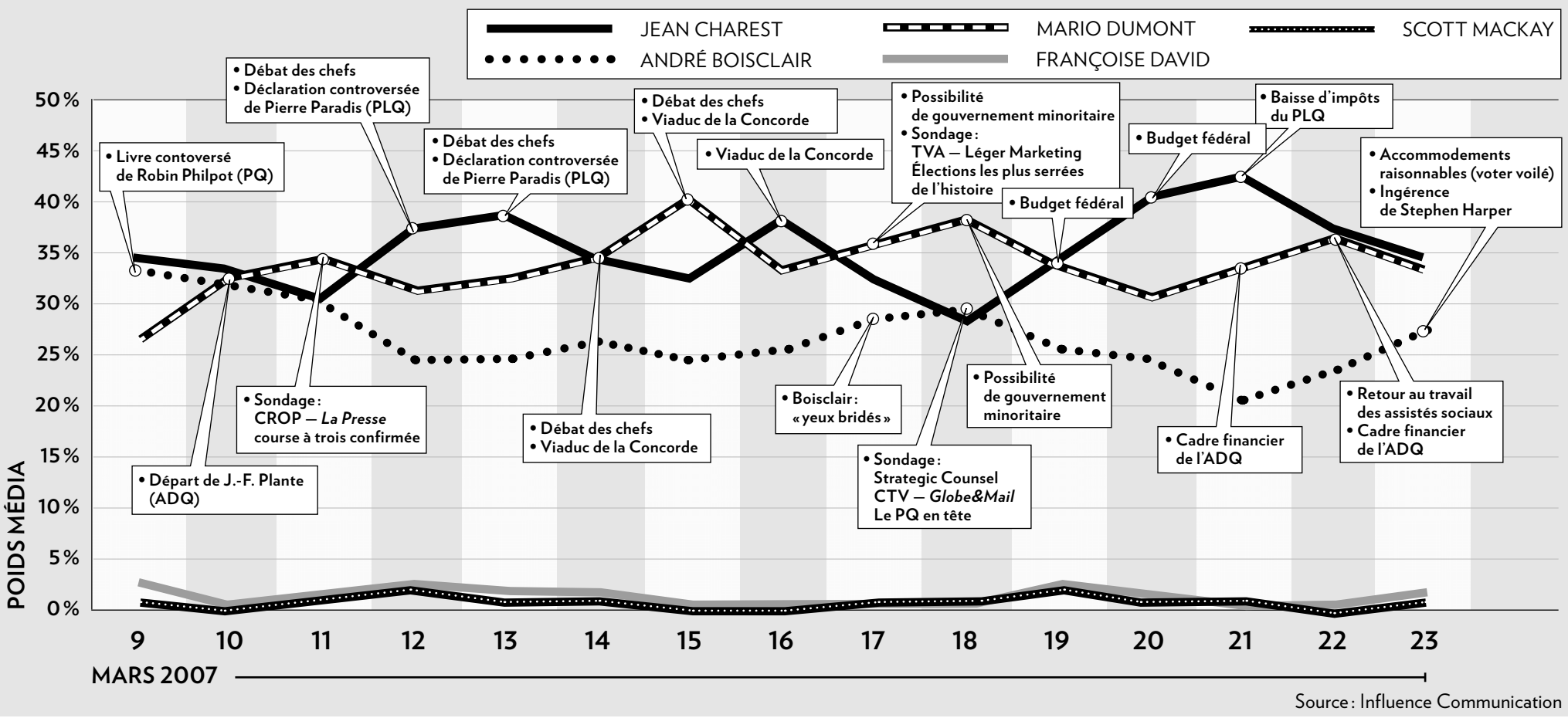
CHEVROLET
GM

3468924A

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2007 suivants : Aveo (1TD69/R7A), Aveo 5 portes (1TD48/R7A), Optra5 (1JD48/R7B), Cobalt (1AL69/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. Catégorie des voitures économiques. Selon l'information disponible sur les modèles concurrents au moment de la publication. 2. À l'achat, préparation incluse. Frais de transport de 1 045 $, frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. 3. Cote de consommation telle que publiée dans ÉnerGuide par Ressources naturelles Canada pour l'Aveo, l'Optra5 et la Cobalt LT avec boîte manuelle à 5 vitesses. 4. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois (60 mois pour l'Optra5). Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 ¢/km après 80 000 km (12 ¢/km après 120 000 km pour l'Optra5). Première mensualité exigible à la livraison. 0 $ de dépôt de sécurité. 5. Le groupe électrique comprend le réglage des glaces et des rétroviseurs ainsi que le télédéverrouillage. 6. Consumer Guide® est une marque de commerce de Publications International Ltd. 7. Selon la première éventualité. Les camions poids moyens sont exclus. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de la carte GM, de prime pour étudiants (primegmpouretudiants.ca) et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.**

ÉLECTIONS 2007

POIDS MÉDIA DES CHEFS



Source : Influence Communication

Charest remporte la bataille médiatique

TRISTAN PÉLOQUIN

Malgré la croissance soutenue de la couverture médiatique accordée à l'ADQ, le chef libéral, Jean Charest, a occupé une place cumulative plus importante que ses rivaux dans les médias pendant la campagne électorale.

Selon les données fournies à *La Presse* par Influence Communication, en date du 23 mars, Jean Charest avait accaparé 36,6 % de toute l'attention médiatique accordée aux chefs depuis le déclenchement des élections, comparativement à 29,6 % pour André Boisclair et 30,8 % pour Mario Dumont.

La couverture médiatique du chef péquiste a connu une glissade depuis le déclenchement de la campagne. « Depuis l'affaire Philpot, c'est comme si André Boisclair n'avait jamais été véritablement capable de reprendre le contrôle de l'ordre du jour. Il n'a jamais repris l'avant-scène », note le président d'Influence Communication, Jean-François Dumas. En matière de couverture, le sommet de sa campagne est lié à la sortie de l'animateur Louis Champagne et « à la déclaration émotive de M. Boisclair qui a suivi », note M. Dumas. Cet incident remonte au 2 mars.

Pour la journée d'hier, André Boisclair arrivait dernier, avec 28 % du poids média, contre 34 % chacun pour Jean Charest et Mario Dumont.

Fait à noter, alors que la popularité de Mario Dumont est restée assez stable depuis une semaine, l'intérêt des médias pour l'ADQ a crû de 9 %. « Cela démontre que l'ADQ, même si on écarte Mario Dumont, a maintenant une image de marque forte », affirme M. Dumas.

Les thèmes

En ce qui a trait aux thèmes, les médias québécois ont clairement mis l'accent sur les déclarations embarrassantes des candidats. À eux seuls, l'adéquiste Jean-François Plante, la libérale Charlotte L'Écuyer et le péquiste Robin Philpot ont occupé 5,12 % de l'espace médiatique accordé à la campagne. « C'est l'équivalent de toute l'attention accordée pendant la campagne aux thèmes de la famille, de l'éducation, de l'environnement, de la justice, du secteur public, de la culture, des programmes sociaux et de la lutte contre la pauvreté », souligne le président d'Influence Communication. En comparaison, les sondages ont occupé 5,73 % de l'espace médiatique.

Le thème de l'environnement, qui accaparait 3 % de l'attention médiatique avant le déclenchement des élections, a également été relégué aux derniers rangs. Les médias ont accordé 1,39 % de leur couverture électorale à ce sujet. « Plusieurs observateurs craignaient une "montréalisation" des enjeux, mais les données démontrent tout le contraire : Montréal a occupé 0,44 % de l'espace médiatique, les régions, 3,44 %. On n'a en fait presque pas parlé de Montréal », ajoute M. Dumas.

Et ce n'est pourtant pas faute d'avoir accordé suffisamment d'importance à la campagne. Les journaux, radios et télés du Québec ont présenté une couverture électorale 60 % plus importante que celle de 2003. « C'est sûr que la guerre en Irak avait accaparé beaucoup d'attention lors des élections de 2003. Mais c'est évident qu'il y a autre chose. Ça paraît que le Canadien joue mal ! » affirme M. Dumas.

EN DIRECT SUR CYBERPRESSE

MINUTE PAR MINUTE

Dès 18 h, suivez la soirée électorale du 26 mars sur **cyberpresse.ca** et prenez connaissance de tous les résultats en direct.

BLOGUES

Réagissez aux blogues de Patrick Lagacé, Michel C. Auger, Stéphane Laporte, André Pratte, Vincent Marissal et Tristan Péloquin

MULTIMÉDIA

Voyez nos photos, caricatures et vidéos. Écoutez nos entrevues audio.

Beau défi pour les experts en sondages

MARIO GIRARD

À la lumière des sondages publiés au cours des dernières heures, des experts qui maîtrisent de savantes formules de calcul prédisent l'arrivée d'un gouvernement péquiste minoritaire. D'autres, en revanche, ne croient pas que les choses soient aussi limpides.

Le sondage CROP-*La Presse* publié hier était l'élément qu'attendait l'expert en sondages Louis Massicotte, de l'Université de Montréal. Grâce à une formule de calcul personnelle, il arrive à la conclusion que le PQ obtiendrait 53 sièges, le PLQ 49 et l'ADQ 23. Dans un document envoyé à *La Presse*, M. Massicotte précise que cette simulation repose sur l'exactitude du sondage utilisé. Si l'opinion évolue de façon importante d'ici demain, la répartition des sièges pourra être différente.

Il ajoute également que, avec un déficit de 6,5 points dans le suffrage populaire, le PQ obtiendrait quatre sièges de plus que le PLQ, mais sans pouvoir rêver d'une majorité.

« Il faut quand même être prudent, commente son collègue Maurice Pinard. Cela dit, en 2003, le dernier sondage CROP prédisait exactement les résultats qu'ont obtenus PQ et le PLQ le soir des élections. »

« On sous-estime toujours les partis qu'on refuse d'appuyer publiquement, dit Claire Durand. Ce fut le cas pour le Parti républicain aux États-Unis et le Front national en France. Est-il mal vu de dire qu'on vote pour l'ADQ ou pour le Parti libéral en ce moment ? C'est la question. »

Cet autre expert en sondages croit que, d'ici à demain, on devra surveiller un transfert entre le PLQ et l'ADQ. « À mon avis, le PLQ va faire un peu mieux et l'ADQ va faire un peu moins, dit M. Pinard. C'est là où ça pourrait fluctuer. »

Si Maurice Pinard demeure incertain quant au parti qui formera le prochain gouvernement, il est toutefois sûr que celui-ci sera minoritaire.

Une autre collègue de Louis Massicotte, elle aussi experte en sondages, dit qu'il faut être prudent avec ce type d'analyse. « J'ai fait des calculs avec les résultats de 1998 et 2003, dit Claire Durand, professeure à l'Université de Montréal. J'ai aussi entré les données des derniers sondages et les portraits des circonscriptions fragiles, et j'arrive à une autre conclusion que M. Massicotte. Les modifications dans les intentions de vote ne se produisent pas de la même manière partout au Québec. »

Mme Durand ne croit pas que l'ADQ soit en train de prendre des votes au Parti libéral. « Il semble évident que l'ADQ prend surtout des votes au Parti québécois, dit-elle. C'était clair en 1998 et en 2003. Quand on regarde les fluctuations, on voit un mouvement à l'ADQ et au PQ, alors que le PLQ demeure extrêmement stable. Il faut quand même savoir que le PLQ avait à ce moment le vent dans les voiles. Est-ce la même chose aujourd'hui ? »

Le pire ennemi des sondeurs demeure le fait que les électeurs sous-estiment les partis. « Ce qu'il faut retenir, c'est qu'on sous-estime toujours les partis qu'on refuse d'appuyer publiquement, dit Claire Durand. J'ai observé cela partout dans le monde. Ce fut le cas pour le Parti républicain aux États-Unis, pour le Parti conservateur en Grande-Bretagne et pour le Front national en France. Est-il mal vu de dire qu'on vote pour l'ADQ ou pour le Parti libéral en ce moment ? C'est la question. » Ce phénomène a été criant en 1998, alors que les sondeurs ont accordé aux libéraux moins de poids qu'ils n'en avaient dans la réalité.

Claire Durand trouve que les présentes élections représentent tout un défi pour les sondeurs, mais aussi pour les électeurs. « C'est clair que nous vivons une situation extraordinaire, dit la sociologue. On était habitués à des élections à deux. Là, nous vivons une course à trois. »

26 MARS 2007 - 9h30 à 20h
ÉLECTIONS GÉNÉRALES
JE M'EXPRIME, JE VOTE!
Pour savoir où aller voter, consultez la **carte de rappel** que vous avez reçue par la poste.
1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)
www.electionsquebec.qc.ca
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Parce qu'un vote, ça compte
3469902A
3469903

STÉPHANE LAPORTE

COLLABORATION SPÉCIALE

Venez voir mon blogue ! **cyberpresse.ca/laporte**

CHRONIQUE

Occupation triple

Supposons que les élections, c'est une téléréalité. Et au fond, c'en est une. Appelons-la *Occupation triple*. Supposons que le Québec est une belle célibataire. Indépendante, mais pas trop. Sportive, mais qui aime la poutine. Féministe, mais poupoune. Et qu'elle doit choisir entre trois beaux bonhommes.

Le premier s'appelle Jean Charest. Un frisé un peu dodu, beau parleur et bon vendeur. Il aime les recettes de cuisine et le ski.

Le second s'appelle André Boisclair. Un grand brun élancé. Très branché et très soigné de sa personne. Il aime les *raves* et les sushis.

Le troisième s'appelle Mario Dumont. Un grand brun carré. Très terre à terre. Il aime la nature et les tracteurs.

Pour l'aider à faire son choix, M^lle^ Québec a droit à une sortie romantique avec chacun de ses prétendants.

Le beau Jean l'emmène au restaurant. Un restaurant chic où vont les gens de la haute finance. Durant toute la soirée, il lui parle de tout ce qu'il possède. Un beau char, une belle maison, un condo au mont Orford. Il lui dit qu'avec lui, elle serait en sécurité. Ce serait confortable.

Il lui fait plein de promesses. Il va lui donner plein de cadeaux. Son budget est serré, mais il va s'arranger.

À un certain moment du repas, il lui prend le poignet. Pas pour le caresser. Pour prendre son pouls. Parce que, pour Jean, la santé, c'est important.

Vers minuit, il va la reconduire chez elle. Au seuil de la porte, il la serre contre lui. Prêt pour le gros baiser mouillé. M^lle^ Québec le repousse un peu. Elle lui fait comprendre qu'elle n'est pas prête même si lui est prêt. C'est alors que le téléphone de Jean sonne. C'est son père, qui habite Ottawa. Il dit à son gars qu'il lui donne plein d'argent. Jean est content. Il est riche. Il le répète à l'élue de son cœur. Elle sourit. C'est tentant. Mais elle ferme la porte avant de flancher. Après tout, il lui reste deux prétendants à tester.

Le lendemain, elle sort en boîte avec le bel André. Toute la soirée, ils dansent comme des déchaînés. André est jeune et fringant. Il parle de lui abondamment. Raconte tous ses exploits à Harvard. Il habite encore chez ses parents mais a l'intention de se séparer d'eux bientôt et d'avoir sa piaule à lui.

Au début, André n'a pas fait bonne impression. Trop distant. Trop froid. Mais plus la veillée avance, plus M^lle^ Québec commence à le trouver pas si pire. Bien sûr, il ne flirte pas fort, mais ça lui plaît. Les gars trop insistants, c'est tannant. Et puis André est bien éduqué, il s'exprime bien et il a un beau sourire.

Il la reconduit chez elle à 3 h du matin. M^lle^ Québec est pas mal éméchée. Tellement qu'elle est prête à tout. Mais André l'embrasse sur le front et repart aussitôt. Elle se demande s'il ne retourne pas faire le party.

Elle se couche perplexe. Jean ou André ? Pas évident. Et il reste Mario à découvrir.

Mario l'invite à la cabane à sucre à la campagne, pas loin de la ville de Québec. Ils prennent le buffet à volonté parce que ça coûte moins cher. Même qu'à la fin du repas, c'est elle qui est prise pour payer parce que Mario n'a pas encore fait son budget.

Ils dansent en ligne pour digérer en dérangeant les accommodés en train de prier. Mario n'a pas peur de s'affirmer. Il n'est pas né, celui qui va l'empêcher de danser le ya-ya.

Il la reconduit chez elle à 20 h et la demande en mariage avant de l'embrasser. Parce que, pour lui, la famille, c'est important. D'ailleurs, il aimerait entrer chez elle pour lui faire un enfant. Il faut repeupler le Québec. Ça presse. La demoiselle trouve qu'il va vite en affaires. Elle lui serre la main et dit qu'elle va le rappeler. Mario dit : « Pas de problème. » Il remonte dans sa calèche et retourne chez lui.

Même si elle a joué l'outrée, M^lle^ Québec a été troublée par l'empressement du grand Mario. C'est un homme. Un vrai. Qui n'y va pas par quatre chemins. C'est sûr qu'il est fauché, mais ça ferait un bon papa.

Jean, André ou Mario ? Le confort, l'aventure ou la maternité ? Mlle Québec essaie d'imaginer son avenir avec chacun d'eux.

Avec Jean, elle se voit dans une banlieue cossue, avec un grand cercle d'amis venant de Toronto et de Calgary. Faisant beaucoup de social. Ayant un ou deux enfants.

Avec André, elle se voit dans un loft du Plateau. Courant les spectacles et les défilés de mode. Allant souvent en France. N'ayant pas d'enfant. En tout cas, pas avant un bon bout de temps.

Avec Mario, elle se voit sur une ferme. Faisant ses cretons et nourrissant ses poules. Vivant selon les normes de vie. Avec 14 enfants.

L'heure du choix est venue. M^lle^ Québec n'arrive pas à se décider. Elle n'est tombée amoureuse d'aucun des trois. Ils sont tous ben corrects, mais sans plus. Aucun ne se démarque. Si seulement il y en avait d'autres. Bon, c'est vrai, il y en a d'autres, mais elle n'a pas le goût d'une partouze à trois avec Amir et Françoise. M^lle^ Québec n'est pas rendue là.

Alors que faire ? Demain soir, c'est la grosse émission. Elle doit annoncer à tout le pays l'élu de son cœur. C'est le jeu.

Et si elle s'engageait à moitié ? Un couple minoritaire, ça se peut-tu ? En choisir un mais garder les deux autres pas loin, au cas où le gagnant la décevrait ?

M^lle^ Québec pense à son affaire. Demain, on saura.

COURRIEL
pour joindre notre collaborateur : stephane@stephanelaporte.com

SUR MON BLOGUE CETTE SEMAINE

MARDI 20 MARS 2007

LA CABANE À COMO DANTE. AU MENU :
Fèves au lard / Fèves au lard sans lard / Fèves au lard sans fèves au lard (pour ceux qui jeûnent) / Oreilles de Christ / Oreilles de Mahomet (pour les musulmans) / Oreilles de Spock (pour les Raëlliens) / Oreilles de Garou (pour les gros mangeurs)

JEUDI 22 MARS 2007

LE POOL DES ÉLECTIONS
Quelle sera la répartition des députés le 26 mars au soir très tard? Il est temps de vous mouiller! Le collaborateur au blogue qui se rapprochera le plus du résultat final se méritera une paire de billets pour un des derniers matchs du Canadien. Gracieuseté de bibi.

VENDREDI 23 MARS 2007

L'HALLOWEEN ÉLECTORALE N'AURA PAS LIEU
LES DIFFÉRENCES ENTRE L'HALLOWEEN ET LES ÉLECTIONS :
À l'Halloween, on nous fait peur avec des sorcières. Aux élections, on nous fait peur avec l'ADQ. À l'Halloween, on décore le quartier avec des monstres. Aux élections, on décore le quartier avec des pancartes de candidats. À l'Halloween, les morts sortent de leurs tombes. Aux élections, les morts votent.

Réagissez au blogue de Stéphane Laporte : www.cyberpresse.ca

ÉLECTO-CHOCS

Réforme du mode de scrutin

La porte-parole du parti Québec solidaire Françoise David estime que la réussite tardive de l'Action démocratique démontre la nécessité de réformer le mode de scrutin. Hier, au cours d'un point de presse dans le cadre d'une marche de son parti à Montréal, Mme David a expliqué que le système électoral actuel exprime seulement un minimum d'ouverture. Selon elle, il est anormal qu'un tiers parti comme l'ADQ ait mis 13 ans à pouvoir espérer un nombre de sièges correspondant à l'appui populaire. « Pendant combien d'années M. Dumont a eu plusieurs centaines de milliers de votes et un seul député ? a-t-elle demandé aux journalistes, après un bref rassemblement près d'une station de métro au cours du défilé. D'accord, au bout de 13 ans, il va finir par avoir le nombre de députés qui correspond au pourcentage de votes à peu près, mais ça a pris 13 ans. Québec solidaire prône la mise en place d'un mode de scrutin en partie proportionnel, au lieu du système uninominal à un tour en vigueur, afin que la représentation en Chambre soit plus fidèle aux résultats électoraux. »
– Presse Canadienne

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©
Quelques centaines de militants de Québec solidaire ont pris part à une marche, hier, dans la circonscription de Sainte-Marie — Saint Jacques, où la candidate Manon Massé avait récolté 22 % des voix en avril dernier.

Les solidaires marchent

Devant quelques centaines de militants réunis sur l'esplanade du métro Mont-Royal, Françoise David et Amir Khadir ont appelé les membres de Québec solidaire à faire un ultime effort pour aller chercher des gains dans certaines circonscriptions de Montréal et du reste du Québec. « Disons-nous oui, faisons-nous plaisir en votant pour nos convictions, en votant pour Québec solidaire. Disons oui à un rempart solide contre la peur de l'autre, le repli sur soi et l'individualisme exacerbé. Disons oui à un Québec plus vert, plus juste et plus ouvert à tous. Disons, tous ensemble, oui à un Québec solidaire », a clamé Françoise David. Les militants ont ensuite défilé pour traverser la circonscription de Sainte-Marie–Saint-Jacques, où la candidate Manon Massé avait récolté 22 % des suffrages lors des élections partielles d'avril dernier.
– Mario Girard

La marge d'erreur

De passage à Lévis hier, Jean Charest a présenté aux militants une fillette, Stéphanie, qui deviendra un jour première ministre du Québec, selon lui. Le premier ministre avait rencontré Stéphanie plus tôt dans la campagne à l'occasion d'un rassemblement libéral dans la même ville. Mais il avait alors commis une erreur. « J'ai dit qu'elle avait 7 ans. Mais elle en a 11 », a-t-il reconnu. Puis Jean Charest a fait bien rire les militants. « C'est dans la marge d'erreur... C'est exactement comme les sondages ! » a-t-il lancé, jetant un regard vers les journalistes, qui le questionnent souvent sur les coups de sonde publiés dans les médias.
– Tommy Chouinard

Pour le retour des ambulanciers à Lachine

Des employés de l'hôpital de Lachine ont manifesté hier avec les citoyens du quartier, les infirmières et les médecins de l'institution. Ils protestaient contre le projet du gouvernement de transformer l'hôpital en centre de soins de longue durée. Ce changement de vocation forcera la population à se diriger vers d'autres hôpitaux plus éloignés. Classé premier à Montréal et cinquième au Québec en ce qui concerne l'accessibilité des soins, l'hôpital Lachine est déjà fermé aux ambulances. Selon les professionnels de la santé de l'institution, cette décision pourrait porter préjudice à la santé et à la sécurité de la population.
– Mario Girard

Rassemblement vert

Le chef du Parti vert, Scott McKay, devant des militants rassemblés hier, s'est montré encourageant face aux résultats que pourrait obtenir le parti demain soir. « La popularité de notre grand rassemblement d'aujourd'hui a encore une fois démontré les préoccupations des Québécois pour l'environnement et l'intérêt qu'ils portent tous aux propositions des verts. Cette campagne, nous l'avons menée avec cœur et intégrité pour redonner une véritable démocratie aux citoyens », a-t-il dit. M. McKay n'a pas hésité à parler d'un moment « historique » pour son parti. « Nous avons plus que doublé le nombre de nos candidats, nous avons présenté une plateforme crédible et simple, et notre membership a explosé. Les Québécois savent désormais que les verts sont là pour les défendre et les inspirer. L'avenir est vert », a-t-il ajouté.
– Mario Girard

Bingo, M. Charest !

Selon l'Union des bingos du Québec, les salles qui favorisent ce jeu ont subi une perte de revenus de l'ordre de 35 % cet hiver. Par le fait même, les organismes à but non lucratif, qui en sont directement touchés, ont également subi des pertes de revenus de 35 %. Voilà pourquoi Carl Spratt, président de l'organisme, demande à tous les propriétaires de salles de bingo, à leurs employés, à leurs clients et à tous les fumeurs du Québec de ne pas voter pour le Parti libéral demain soir. « Malgré les demandes répétitives des propriétaires de salles de bingo et des organismes à but non lucratif auprès du gouvernement pour qu'ils essaient de trouver une solution équitable qui pourrait satisfaire les fumeurs et les non-fumeurs, les propriétaires des salles et leurs employés ont essuyé des refus catégoriques », écrit-on dans un communiqué.
– Mario Girard

Écoles, cégeps et universités fermés pour les élections

MARIE ALLARD

Conformément à la Loi électorale, les écoles, cégeps et universités seront fermés demain, jour d'élections.

Les services de garde des écoles seront toutefois ouverts pour dépanner les parents qui n'ont pas congé. Seul l'accès aux gymnases, qui servent souvent de bureaux de vote, leur sera interdit.

Pourquoi ne pas faire la classe aux jeunes ?

« Le jour du scrutin est un jour de congé pour les élèves, c'est une vieille disposition de la Loi électorale, a expliqué Karine Lacoste, agente d'information au Directeur général des élections. À l'époque, c'était une question de disponibilité de locaux. C'est la loi qui est faite ainsi. Peut-être que ça va être appelé à changer, je ne sais pas. »

Cégeps et universités

Quant aux cégeps et universités, ils doivent libérer tous les étudiants majeurs.

« Tout établissement d'enseignement doit, le jour du scrutin, donner congé aux élèves et aux étudiants qui sont électeurs », précise la loi. Cette mesure vise à favoriser la participation au vote, a dit Mme Lacoste.

Les cégépiens de 17 ans ont eux aussi congé puisque les cours ne peuvent pas être donnés à une partie de la clientèle seulement. « Ça n'aurait pas de sens », a indiqué Caroline Tessier, porte-parole de la Fédération des cégeps.

Professeurs et employés

Quant aux professeurs et autres employés d'établissements d'enseignement, ils n'ont droit qu'à quatre heures consécutives de congé pour aller voter. Comme les bureaux de vote seront ouverts de 9 h 30 à 20 h demain, leur journée de travail doit finir à 16 h au plus tard.

SUITE DE LA UNE

Dumont rejette toute idée de coalition avec le PQ

PHOTO MATHIEU BÉLANGER, REUTERS

Pour une des dernières fois de cette campagne, le chef libéral est remonté dans son autocar après avoir rencontré des militants à Lévis. Il était accompagné de Carole Théberge (à droite), candidate dans la circonscription.

DUMONT
suite de la page A1

Cela ne serait pas à l'avantage du Québec, au moment où on a besoin d'un rapport de forces. »

De son côté, André Boisclair a surpris tout le monde en déclarant qu'il serait tout à fait possible de former une coalition avec l'ADQ afin d'organiser un troisième référendum sur la souveraineté.

« Le jour où M. Dumont aura le rapport Grenier entre les mains, et si jamais la thèse d'Option Canada était confirmée, je ne suis pas convaincu qu'il va maintenir la même position, a dit le chef péquiste. Il va, je pense, venir de notre côté. »

« Le jour où M. Dumont aura le rapport Grenier entre les mains, et si jamais la thèse d'Option Canada était confirmée, je ne suis pas convaincu qu'il va maintenir la même position. Il va, je pense, venir de notre côté. »

Malgré ce que démontrent les plus récents sondages, le leader du PQ a bon espoir de faire élire suffisamment de députés pour former un gouvernement majoritaire.

Celui qui fait l'objet de la convoitise des péquistes a rapidement dégainé pour répliquer à leur leader. « Il se comporte comme un enfant gâté dans sa chaise haute, a dit Mario Dumont lors d'un point de presse à Thetford -Mines. La prochaine étape, c'est qu'il va faire la danse du bacon s'il n'a pas ce qu'il veut. »

Mario Dumont rejette donc toute possibilité d'une coalition entre le PQ et l'ADQ, même si le rapport Grenier devait être accablant pour le PLQ. S'il est démontré que des personnes ont mal agi, elles seront « punies pour leurs actions », a-t-il dit, ajoutant que cela ne modifierait en rien sa pensée.

Le chef de l'Action démocratique ne craint absolument pas le spectre d'un gouvernement minoritaire. Qui plus est, il est persuadé de pouvoir tirer avantage d'une telle dynamique à Québec. Si aucun parti n'obtient la majorité des sièges à l'Assemblée nationale, l'ADQ pourrait utiliser son poids pour influer sur l'adoption ou le rejet de mesures.

Avec un sens de la provocation qu'on lui reconnaît de plus en plus, le chef adéquiste a pratiquement fait la promotion de l'idée d'un gouvernement minoritaire, qui ne pourrait, selon lui, adopter de mesures impopulaires ou prendre de mauvaises décisions.

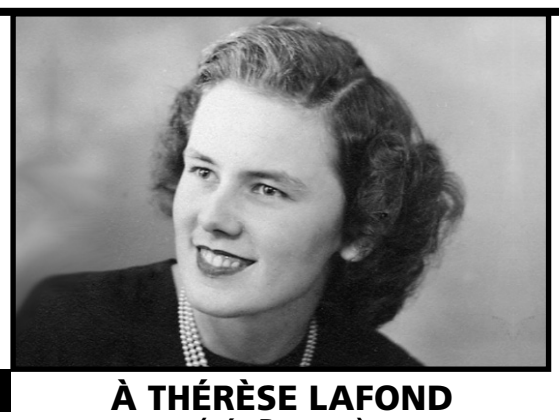
À moins de deux jours du vote, les trois chefs ont entrepris un véritable sprint. Hier, ils ont visité plusieurs circonscriptions, multipliant les discours et les assemblées populaires. Il en sera de même aujourd'hui.

– Avec la Presse Canadienne

ACTUEL
LA NOUVELLE SOCIÉTÉ
Tous les jours dans LA PRESSE

CONCOURS « TRANSFORMEZ VOTRE CUISINE »
LE RETOUR DES BEAUX PROJETS
SALON NATIONAL DE L'HABITATION
16 AU 25 MARS À LA PLACE BONAVENTURE
canal vie
LA PRESSE
VOUS OFFRENT
LA CHANCE DE GAGNER L'UNE DES TROIS MÉTAMORPHOSES DE CUISINE D'UNE VALEUR DE 5 000 $
OFFERTES PAR ARMOIRES NEWLOOK.
ARMOIRE New Look Transformation de mélamine
Pour participer, regardez Canal Vie entre le 16 et le 25 mars, repérez l'indice pendant l'émission Manon, tu m'inspires ! le samedi à 20 h 30 et le lundi à 19 h 30, remplissez votre coupon de participation et déposez-le au kiosque d'Armoires Newlook #932, de La Presse #948 ou à la sortie du Salon.
Prénom : _____ Nom : _____
Téléphone : ( ) _____ Âge : _____ Sexe : _____
Courriel : _____
☐ Oui, j'aimerais recevoir des renseignements et offres promotionnelles concernant le Salon national de l'habitation par courriel.
Réponse à la question d'habileté mathématique : (12 x 12) - (78 ÷ 3) = _____
Nommez l'indice de Manon, tu m'inspires ! _____
Tous les détails au canalvie.com
SALON NATIONAL DE L'HABITATION Présenté par RE/MAX
dmg média mondial
Le Salon national de l'habitation est un événement dmg média mondial, une production Expo Media
Aucun achat requis. Prix : Valeur approximative de 5 000 $. Les fac-similés et les reproductions mécaniques ne seront pas acceptés. Ouvert aux résidants du Québec âgés de 18 ans et plus. Détails et règlement disponibles au www.canalvie.com. Pour être déclarés gagnants, les participants devront répondre correctement à une question d'habileté mathématique. Le concours se termine le 25 mars 2007. Le tirage aura lieu le 2 avril 2007.
3465214A

CÉLÉBRITÉS...



À THÉRÈSE LAFOND
(née Derome)
Joyeux 80e anniversaire.
De tes enfants, petits-enfants, leurs conjoints et de ton arrière petite-fille.
Merci pour ton amour constant et inconditionnel.

Félicitations!
THÉRÈSE (23 mars) ET ROGER (23 février) DUMONTIER
Qui ont fêté leur 90e anniversaire de naissance.
C'est un bon début. Continuez!
La famille Leclair

VOUS AVEZ UN ÉVÉNEMENT À CÉLÉBRER ?
Soulignez-le !
LA PRESSE
tous les dimanches dans *La Presse*
Composez le (514) 285-7274
appels interurbains (sans frais) **1 866 987-8363**
celebrites@lapresse.ca
celeb_25-03-07

LE 26 MARS EN DIRECT
LA SOIRÉE ÉLECTORALE
cyberpresse.ca
MINUTE PAR MINUTE
Suivez la soirée électorale sur cyberpresse.ca et prenez connaissance de tous les résultats en direct.
BLOGUES
Réagissez aux blogues de Patrick Lagacé, Michel C. Auger, André Pratte, Vincent Marissal et Tristan Péloquin.
MULTIMÉDIA
Voyez nos photos, caricatures et vidéos. Écoutez nos entrevues audio.
QUÉBEC 2007
Les élections en direct sur www.cyberpresse.ca
3471740A

Mortelle ascension pour un Québécois

QUÉBÉCOIS
suite de la page A1

Tous les jours, nous procédons à des tests sanguins pour mesurer le taux d'oxygène des participants. Et comme M. Bujold n'allait pas bien, nous avons décidé de l'évacuer. Malheureusement, il est décédé le lendemain pendant la descente. »

Les membres de l'équipe de M. Bujold ont décidé de mettre fin à leur expédition et sont revenus à leur base avec la femme du disparu. Les grimpeurs de la seconde équipe, dont fait partie l'ancien ministre fédéral des Finances John Manley, poursuivent l'escalade.

« Ils veulent rendre hommage à M. Bujold », dit Me Lanthier-Seymour.

Marcel Bujold a été professeur et administrateur au Collège de la Gaspésie. En 1998, il a quitté le milieu de l'éducation pour se joindre à une compagnie de câblodistribution.

Depuis la mort de son fils, il y a quelques années, cet homme très engagé socialement avait décidé de profiter de la vie. Il multipliait les voyages et les activités. L'ascension du mont Kilimandjaro était un grand rêve.

« Il avait hâte de partir, d'autant plus qu'il allait vivre cela avec sa femme », a confié à *La Presse* Dominique Arsenault, ami de la victime.

Cette expédition, appelée *Au sommet pour CARE*, a pour objectif de recueillir des fonds pour répondre aux urgences humanitaires.

Marcel Bujold s'était toujours gardé très en forme. « C'était naturel chez lui, dit Dominique Arsenault. Il s'était beaucoup entraîné pour cette expédition. Deux fois par jour, depuis l'automne, il escaladait une montagne de 500 mètres près de Carleton avec un sac à dos pesant 40 livres. »

PHOTO FOURNIE PAR DOMINIQUE ARSENAULT

Marcel Bujold et sa femme, Pauline.

Il y a quelques mois, Marcel Bujold avait appris que son frère était atteint du cancer. Cette nouvelle l'avait fouetté. « C'est drôle à dire, mais je ne suis pas surpris qu'il meure de cette façon, dit Dominique Arsenault. Il était conscient des risques de cette expédition, et son désir était de mourir pendant une telle activité. Il refusait l'inertie. Il ne se voyait pas dans un centre d'accueil à jouer aux cartes. »

Les deux grands amis s'étaient vus pour la dernière fois peu avant le départ de Marcel Bujold pour la Tanzanie.

« On se connaît depuis le collège et on ne s'est jamais entendus sur la politique, dit M. Arsenault. On a évidemment discuté de cela. Je lui ai dit : Va-t'en escalader ton Kilimandjaro parce que je ne veux pas que tu votes ici », ajoute-t-il en riant.

Chaque année, environ 30 000 personnes escaladent le Kilimandjaro. De cinq à 15 grimpeurs y perdent la vie annuellement.

Un marchand d'armes poursuit Brian Mulroney

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le marchand d'armes germano-canadien Karlheinz Schreiber a décidé de poursuivre l'ancien premier ministre canadien Brian Mulroney pour des services payés non rendus, selon le quotidien *The Globe and Mail* d'hier.

L'homme affirme avoir versé 300 000 $ en espèces à M. Mulroney dans des chambres d'hôtel de New York et Montréal en 1993 et 1994 afin que ce dernier intervienne en sa faveur dans l'attribution de contrats. M. Schreiber dit avoir engagé l'ancien premier ministre conservateur, au pouvoir de 1984 à juin 1993, afin de l'aider à mettre sur pied une usine de véhicules militaires blindés pour le groupe allemand Thyssen AG. M. Mulroney n'aurait pas fait avancer le dossier comme souhaité, affirme la plainte.

Ces présumés pots-de-vin seraient liés à la vente, en 1988, de 34 avions Airbus à Air Canada. La police canadienne avait ouvert puis abandonné une enquête sur M. Schreiber et Brian Mulroney dans cette affaire.

Dans sa plainte, Karlheinz Schreiber allègue aussi ne pas avoir reçu l'appui escompté par M. Mulroney pour mettre sur pied une entreprise spécialisée dans le marché des pâtes alimentaires.

L'avocat de Brian Mulroney, qui se trouverait actuellement à l'étranger, a jugé « sans fondement » les allégations de M. Schreiber, ajoute le quotidien.

Personnage controversé, Schreiber avait été arrêté au Canada en août 1999 à la demande de l'Allemagne, qui veut l'inculper d'évasion fiscale, de fraude, d'abus de confiance et de corruption pour une affaire de vente de chars d'assaut à l'Arabie Saoudite en 1991.

EN BREF

La nourriture non casher permise à l'Hôpital juif

Il est désormais possible de manger tout type de nourriture, casher ou non, à l'Hôpital général juif de Montréal. L'établissement a effectué cet ajustement à la suite d'une décision de la Commission des droits de la personne du Québec, qui blâmait l'hôpital pour avoir expulsé un ambulancier qui mangeait non casher à l'intérieur du « Café de l'atrium ». L'établissement a mis à la disposition de sa clientèle un espace où toute nourriture sera tolérée. Le quotidien *The Gazette* précise que cet espace est à l'intérieur de la cafétéria casher. Un cordon, une allée et une affiche tracent la ligne entre le « Café de l'Atrium » et le nouvel aménagement. PC

Pour un meilleur financement du transport scolaire

Réunis à Trois-Rivières, plus de 400 chauffeurs d'autobus scolaire, membres de la CSN, ont exigé du prochain gouvernement québécois un financement plus adéquat du transport écolier au Québec. Tout au long de la campagne électorale, les chauffeurs ont rencontré des députés et candidats des différentes formations pour leur faire part des difficultés qu'ils rencontrent. La CSN souligne que les chauffeurs d'autobus scolaire gagnent un salaire annuel moyen de seulement 16 000 $, ce qui les force souvent à occuper un deuxième emploi pour se sortir de la « pauvreté ». La CSN exige l'injection d'un montant de 15 millions supplémentaires par année dans l'enveloppe accordée aux Commissions scolaires à cette fin. PC

L'ÉVÉNEMENT LE GRAND VIRAGE BLEU
HYUNDAI
0 % FINANCEMENT À L'ACHAT sur modèles sélectionnés.
PLUS BONI DE 500 $ À LA LOCATION OU À L'ACHAT*
ÊTES-VOUS PRÊTS POUR LE GRAND VIRAGE ?
Hyundai vous propulse vers l'avenir !
(MODÈLE SANTA FE GLS MONTRÉ)
** COTE DE SÉCURITÉ ★★★★★ LA PLUS ÉLEVÉE
SANTA FE GL 2007
Traction avant, transmission manuelle PDSF : 25 995 $
0 % FINANCEMENT À L'ACHAT disponible jusqu'à 36 mois
OU
LOCATION
LOCATION À PARTIR DE 279 $ par mois/48 mois

COMPTANT	MENSUALITÉ
0 $	357 $/48 mois
3 500 $	279 $/48 mois

HYUNDAI Va de l'avant MC
(MODÈLE SONATA GL MONTRÉ)
** COTE DE SÉCURITÉ ★★★★★ LA PLUS ÉLEVÉE
SONATA GL 2007
4 cylindres, transmission automatique PDSF : 23 595 $
0 % FINANCEMENT À L'ACHAT disponible jusqu'à 60 mois
OU
LOCATION
LOCATION À PARTIR DE 248 $ par mois/48 mois

COMPTANT	MENSUALITÉ
0 $	312 $/48 mois
2 995 $	248 $/48 mois

GARANTIE 5 ANS
5 ans / 100 000 km
Garantie globale limitée†
Garantie complète de Hyundai sans franchise.
La Sonata GL à moteur 4 cylindres, gagnante du prix ÉnerGuide 2007 de la grande berline la plus écoénergétique (6,3 L/100 km autoroute).
ENERGUIDE
TAPIS PROTECTEURS ET PLEIN DE CARBURANT INCLUS POUR TOUS LES VÉHICULES HYUNDAI.
Toutes les marques de commerce sont la propriété de Hyundai Auto Canada Corp.
hyundaicanada.com
3465964A
PDSF des modèles annoncés des SANTA FE GL transmission manuelle/SONATA GL transmission automatique 2007 de 25 995 $/23 595 $. Frais de livraison et de destination (1 545 $/1 345 $), d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement et toutes taxes applicables en sus des PDSF. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un réservoir plein de carburant. Offres de location sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai pour les véhicules neufs SANTA FE GL transmission manuelle/SONATA GL transmission automatique 2007, taux d'intérêt annuel de financement à la location de 3,33 %/1,79 % pour 48/48 mois sans obligation au terme du contrat de location. Mensualités de 279 $/357 $ pour le SANTA FE GL transmission manuelle 2007 avec comptant de 3 500 $/0 $. Obligation totale à la location de 16 892 $/17 136 $. Mensualités de 248 $/312 $ pour la SONATA GL transmission automatique 2007 avec comptant de 2 995 $/0 $. Obligation totale à la location de 14 899 $/14 976 $. Frais de livraison et de destination (1 545 $/1 345 $) et frais d'acquisition de location (350 $) en sus des offres de location. Dépôt de sécurité de 0 $ pour tous les modèles. Taxes applicables, frais d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec), d'assurance et d'immatriculation en sus des offres de location. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un réservoir plein de carburant. Taux annuel de financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai de 0 %/0 % jusqu'à 36/60 mois pour tous les modèles neufs SANTA FE GL transmission manuelle/SONATA GL transmission automatique 2007. Exemple de financement : 15 000 $ à un taux annuel de 0 % équivaut à des mensualités de 416,67 $/312,50 $/250,00 $/208,33 $ pour 36/48/60/72 mois. Coût de prêt de 0,00 $ pour une obligation totale de 15 000 $. *Obtenez un boni de 500 $ à l'achat ou à la location d'une SONATA ou d'un SANTA FE neuf 2007 en mars, sur approbation du crédit. Offre en vigueur sur les véhicules livrés au plus tard le 31 mars 2007. Le boni de 500 $ sera déduit du prix d'achat ou de location négocié après taxes. Voir le concessionnaire pour les détails. **Cotes de sécurité étoiles décernées par l'Agence fédérale américaine de sécurité routière (NHTSA – National Highway Traffic Safety Administration) dans le cadre du Programme d'évaluation des nouveaux véhicules (NCAP – New Car Assessment Program; www.safercar.gov). La cote de sécurité 5 étoiles est décernée à tous les modèles SONATA et SANTA FE 2007. †La garantie globale de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous des conditions normales d'utilisation et d'entretien. Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp., et sont utilisés sous licence. Toutes les offres sont en vigueur jusqu'au 31 mars 2007 et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voir le concessionnaire pour les détails.

ACTUALITÉS

PHOTO ASSOCIATED PRESS

Houdini est-il mort d'une péritonite ou a-t-il été empoisonné ?

Faut-il exhumer Houdini ?

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Que s'est-il passé le 22 octobre 1926 à Montréal? Selon la version officielle de l'histoire, c'est là que Harry Houdini a reçu son coup de grâce. Un étudiant de l'Université McGill l'a frappé de quelques coups au ventre, causant la rupture de son appendice. Le jour de l'Halloween, à Detroit, le célébrissime magicien a succombé à sa blessure, à l'âge de 52 ans. Il a été enterré dans un cimetière de Queens, à New York.

Faut-il, 81 ans après la mort du roi de l'évasion, troubler son sommeil pour prouver que cette version de l'histoire est fausse? Oui, dit l'avocat new-yorkais Joseph Tacopina, qui entamera demain des démarches juridiques pour obtenir son exhumation.

« Nous nous trouvons au début d'un moment historique », a déclaré Tacopina en conférence de presse, vendredi, dans un musée de New York.

L'avocat représente un petit-neveu du magicien, deux écrivains et une équipe de médecins légistes dirigée par James Starrs.

« Tout sera analysé avec minutie », a déclaré Starrs, qui a déjà procédé à l'exhumation de deux cadavres célèbres, ceux de Jesse James et d'Alberto DeSalvo, dit l'Étrangleur de Boston.

« Nous examinerons ses cheveux, ses ongles, toute fracture des os », a-t-il ajouté lors de la conférence de presse.

Les écrivains William Kalush et Larry Sloman ont également parlé aux journalistes. L'automne dernier, ils ont fait paraître *The Secret Life of Harry Houdini*, livre dans lequel ils remettent en question la version officielle de l'histoire. Selon eux, le magicien est mort d'un poison qui lui aurait été injecté par un de ses ennemis.

Qui étaient ses ennemis? Les adeptes du spiritisme, au premier rang desquels se trouvait Arthur Conan Doyle, le père de Sherlock Holmes, qui avait menacé Houdini dans une lettre écrite en 1924.

À l'époque, Houdini dénonçait les « spiritualistes », qui prétendaient pouvoir communiquer avec les morts. Ainsi, lors d'une série de spectacles à Montréal, le magicien avait prononcé une conférence à l'Université McGill sur sa croisade contre les mystificateurs.

« Nous rions volontiers de ces histoires invraisemblables de sorcières en train de s'envoler à califourchon sur des balais. Mais qu'est-ce qui pourrait être plus ridicule que de croire que les morts que nous avons aimés apparaissent sous la forme d'une ectoplasme à travers les dents cariées d'un médium? Pourquoi donc, si ceux qui nous sont chers veulent communiquer avec nous, ont-ils recours à des tables qui s'envolent, à des coups frappés et ainsi de suite, à tant de lettres par coup frappé? Nos morts sont-ils devenus des comptables? »

Voilà ce que disait Houdini à l'époque. Dans ses conférences, il se vantait aussi de pouvoir recevoir sur le ventre des coups de poing de n'importe qui.

Le lendemain de la conférence à McGill, Jocelyn Gordon Whitehead, étudiant de cette université, passa voir Houdini dans sa loge du Princess Theater, où il donnait ses spectacles. Sans crier gare, le visiteur se jeta sur le magicien et lui donna quelques coups de poing au ventre.

Selon la version officielle, Houdini ressentit aussitôt une vive douleur. Croyant qu'il s'agissait d'une blessure musculaire, il ne la fit pas soigner tout de suite. Quand il s'adressa à un médecin, il était trop tard. Le 31 octobre 1926, le magicien rendit l'âme. Péritonite, conclurent les médecins d'un hôpital de Detroit. Aucune autopsie ne fut pratiquée.

Dans *The Secret Life of Harry Houdini*, les auteurs affirment que le magicien a été empoisonné par un médecin de Detroit au nom d'une cabale de spiritualistes qui voulaient faire taire le grand sceptique.

« C'était un motif pour tuer Harry Houdini », a déclaré Tacopina, l'avocat new-yorkais.

Il faut traiter cette déclaration avec scepticisme. Avant la conférence de presse de vendredi, Tacopina prétendait que l'exhumation de Houdini était réclamée par ses « descendants ». Au moment de la conférence de presse, le nombre des descendants a été réduit à un seul, en l'occurrence un petit-neveu répondant au nom de George Hardeen, qui est intervenu par téléphone.

« Je ne représente pas la famille entière, c'est certain », a déclaré Hardeen.

Tout ça fait penser à une autre conférence de presse new-yorkaise, celle qu'ont tenue récemment les créateurs du documentaire *La tombe perdue de Jésus*. Il s'agirait en l'occurrence d'un coup médiatique dont l'unique objectif est de relancer les ventes d'un livre, *The Secret Life of Harry Houdini*.

Publié en octobre, l'ouvrage s'est vendu à près de 25 000 exemplaires, selon le *Washington Post*. L'intérêt des lecteurs s'est cependant effrité au fil des mois. La semaine dernière, seuls 200 exemplaires ont trouvé preneurs.

Il ne faudrait surtout pas exhumer Houdini pour enrichir des mystificateurs.

Un traitement de l'athérosclérose accroît les risques cardiaques

Les petits cylindres souples enduits de médicaments introduits dans une artère endommagée augmentent le risque de crise cardiaque après un an, selon les résultats d'une vaste étude clinique publiée hier. L'efficacité et les risques de ces petits cylindres métalliques appelés endoprothèses vasculaires bioactives et objets de controverse ont été comparés à de simples endoprothèses ne contenant aucun traitement. Les endoprothèses sont utilisées depuis une dizaine d'années après une angioplastie (dilatation d'une artère rétrécie) pour empêcher l'artère de s'affaisser et de s'obstruer de nouveau. Les endoprothèses bioactives sont enduites de substances biodégradables favorisant la cicatrisation de l'artère à l'endroit où elles sont insérées. Les malades ayant reçu une endoprothèse vasculaire bioactive ont été plus nombreux dans cette étude à souffrir, au-delà d'un an, de la formation de caillots à l'endroit de l'implantation et à être victimes d'infarctus du myocarde.
— Agence France-Presse

PRÉCISION

Dans le tableau accompagnant notre dossier sur la course aux stages à laquelle se livrent les avocats en herbe publié hier en page 2 de *La Presse Affaires*, il aurait fallu lire que le cabinet Fasken Martineau offre un salaire de base de 80 000 $ pour un avocat de première année et non 75 000 $. Par ailleurs, le même cabinet affirme qu'il offre également un boni aux avocats de première année. Nos excuses.

À la recherche d'une famille ! Nous sommes à la recherche d'une famille d'accueil qui souhaiterait accueillir deux petits anges, un frère et une sœur. Ces deux amours âgés respectivement de 2 et 3 ans auraient besoin d'une famille qui comprendrait leurs petits et gros bobos et pourraient leur donner la sécurité que donnent les soins affectueux. Ayant vécu des moments difficiles dans le passé, nos deux petits anges sont cependant prêts à vivre le don affectueux que des parents compréhensifs pourraient leur donner. Ils sont petits, ils ont déjà vécu de grandes souffrances, physiques et émotionnelles. Nous aspirons, pour ces petits, à un futur meilleur. Peut-être êtes-vous ceux qui rempliront le vide laissé dans ces petits cœurs ? Merci.

UN TOIT POUR MOI
FRÈRE ET SOEUR, 2 ANS ET 3 ANS

Centre jeunesse de Montréal Institut universitaire

Si vous habitez sur l'Île de Montréal et que vous souhaitez vous impliquer dans la vie de ces enfants, communiquez avec madame Louise Landry au (514) 385-2318

3448335A

Offre de durée limitée!
L'offre prend fin le vendredi 30 mars 2007

Installation gratuite
pour les stores sur mesure Hunter Douglas^MD, Levolor^MD et Shade-O-Matic^MD
Installation de base gratuite avec achat de plus de 500 $ de stores sur mesure.
À l'exclusion des persiennes, des modèles motorisés, inclinés et de forme spéciale. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre promotion.

Centre du foyer SEARS
APPELEZ LE 1-800-590-8676
Des produits et services de toute confiance^MD. Pour un devis à domicile, sans obligation, passez à votre magasin Sears ou téléphonez.
Sears répare et entretient la plupart des marques de gros appareils ménagers. Sears fera faire l'installation par des entrepreneurs qualifiés.
Les offres ne s'appliquent pas aux contrats déjà signés. Elle ne peuvent être combinées à aucune autre remise ou promotion.
Dans certains marchés seulement. Licence RBQ: 1281-5924-64

NE035H107 © 2007. Sears Canada Inc.

Utilisez votre carte Sears ou votre carte MasterCard^MD Sears^MD et obtenez des points
Sur approbation de votre crédit

Sears
La belle vie à bon prix.^MC

3472315A

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du: 2007-03-24

Lotto 649: 01 13 19 26 32 46 — compl. 28
Québec 49: 04 17 27 30 39 49 — compl. 31

Astro — Jour - Mois - Année - Signe: 31 NOVEMBRE 72 SAGITTAIRE

Banco: 06 11 16 17 20 21 23 30 31 37 41 45 46 48 54 58 59 65 68 69

La Quotidienne: 3 777 4 2458

Extra 3215470* — 500 000 $ *décomposable dans les deux sens

Résultats des tirages du: 2007-03-23

Super 7: 15 26 27 30 31 39 45 — compl. (C) 02

	GAGNANTS	LOTS
7/7	0	2 500 000,00 $
6/7+C	1	159 761,50 $
6/7	91	1 755,60 $
5/7	5 173	105,00 $
4/7	110 461	10,00 $
3/7+C	103 575	10,00 $
3/7	928 069	Participation gratuite
Prochain gros lot (appr.) :		5 000 000 $
Ventes totales :		13 713 004 $

Extra 8554821* — 500 000 $ *décomposable dans les deux sens

Mise Jeu Prédictions — NOUVEAU ! OFFERT AU BASEBALL DÈS LE 30 MARS.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Vous êtes très occupés. Abonnez-vous ! 1 866 628-4783

LOTO MATIQUE

LOTOQUEBEC.COM

La Grande-Bretagne hantée par son passé esclavagiste

MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — Arlington Trotman habite un pays qui a été le bourreau de ses ancêtres. Ce sombre héritage le hante particulièrement, ces jours-ci : la presse britannique fait grand cas du bicentenaire de l'abolition de l'esclavage le 25 mars prochain.

Pour le pasteur méthodiste établi en Grande-Bretagne depuis plus de 30 ans, la question ne se pose pas : il sait qu'il est descendant d'esclaves. Il est né à la Barbade, ancienne colonie britannique des Caraïbes.

Ce militant pour la justice raciale enseigne depuis les années 70 l'histoire de la traite des Africains. Il a pourtant attendu jusqu'à l'année dernière pour partir à la recherche de ses ancêtres. L'approche du triste anniversaire a poussé Arlington Trotman à enfin faire face à ses origines.

La tâche n'est pas mince. Il devra passer au peigne fin les registres de son pays natal. Il a tout de même une piste : en étudiant ses traits physiques, un expert a jugé qu'il était d'origine sénégalaise. L'homme de 58 ans, que *La Presse* a rencontré hier chez lui, dans l'Est de Londres, a hâte et peur à la fois.

« J'ai vu d'autres personnes éprouver un choc en apprenant la façon dont leurs ancêtres ont été persécutés, explique-t-il d'une voix douce et posée. Jusqu'à présent, j'ai réussi à dominer mes émotions. Je ne sais pas comment je vais réagir au moment de vérité. »

PHOTO MALI ISLE PAQUIN, COLLABORATION SPÉCIALE

Arlington Trotman habite la Grande-Bretagne depuis 30 ans. À la veille du bicentenaire de l'abolition de l'esclavage, il a décidé de retracer ses ancêtres, eux-mêmes victimes de cette pratique.

À quand de vraies excuses ?

La commémoration de ce triste chapitre de l'histoire britannique, pendant lequel entre 15 et 30 millions d'Africains ont été condamnés au travail forcé, ne trouble pas seulement la communauté noire. Tony Blair a manié ce sujet avec un certain malaise jusqu'à tout récemment.

Alors que plusieurs villes britanniques ayant joué un rôle majeur dans la traite d'esclaves se sont officiellement excusées, comme Liverpool et Londres, le premier ministre a longtemps refusé d'en faire autant. Il a toutefois profité de la visite du président du Ghana, il y a quelques semaines, pour exprimer ses « profonds regrets ».

« La chose la plus importante est de ne pas oublier ce qui est arrivé, de le condamner et de dire pourquoi c'était inacceptable », avait-il affirmé en compagnie de John Agyekum Kufuor, son homologue ghanéen.

Pour le maire de Londres, Ken Livingstone, ce n'est pas suffisant. Dans une longue lettre publiée dans *The Guardian* cette semaine, il a exhorté Tony Blair à demander formellement pardon aux nations africaines. « L'Allemagne s'est excusée pour l'Holocauste. Nous devons faire de même pour le commerce des esclaves », a-t-il conclu.

Arlington Trotman est d'accord. Toutefois, des excuses n'ont aucun poids si le gouvernement ne joint pas le geste à la parole, selon lui. Il doit offrir réparation.

Comment ? Grâce à l'éducation – les écoles parlent peu du passé esclavagiste de la Grande-Bretagne –, à des politiques d'immigration plus souples et à des rapports commerciaux plus équitables avec le continent africain.

« Des événements comme *Live 8*, c'est bien beau, mais ça ne règle pas le problème, dit le révérend. La Grande-Bretagne doit une partie de sa richesse au peuple africain. Il est temps qu'elle le traite d'égal à égal. »

Le pays a tout de même dépensé 45 millions de dollars pour la commémoration du bicentenaire. Des timbres à l'effigie des abolitionnistes William Wilberforce et Oladuah Equiano, un esclave qui a racheté sa liberté, sont en circulation.

Mardi prochain, la reine Élisabeth et Tony Blair assisteront à une cérémonie spéciale à l'abbaye de Westminster. Arlington Trotman y sera. Triste ironie du sort, « très peu de représentants des minorités ethniques ont été invités », fait remarquer le militant. « On nous a enlevé la tâche d'organiser l'événement », déplore-t-il.

Le malaise n'en est que plus grand.

Astérix traduit en arabe et en hébreu

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le premier album d'Astérix traduit simultanément en arabe et en hébreu a été présenté hier au Salon du livre de Paris, pour lancer, selon les traducteurs, « une passerelle » entre les cultures.

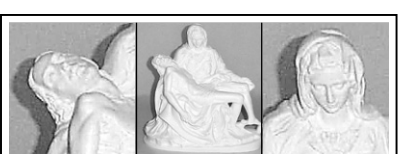
Depuis la création de la série, en 1959, les aventures d'Astérix ont été traduites en 107 langues ou dialectes, mais seuls quelques milliers d'exemplaires en hébreu et en arabe avaient jusqu'à présent été publiés.

Astérix chez Rahazade a été retenu pour ses références aux « 1001 nuits » et les traducteurs ont dû l'adapter au contexte moyen-oriental. « On a laissé les sangliers même si c'est pas casher », a expliqué Dorith Daliot Rubinovitz. Le traducteur syrien Jamal Chehayeb. remarque que « l'album *La serpe d'or* a été traduit il y a quelques années en Égypte, mais sa sortie a coïncidé avec la montée des Frères musulmans. Les sangliers avaient donc été traduits par "les bêtes fauves". »

DAKAPÔ
Rencontrez aujourd'hui l'artiste en toute simplicité de 13 h à 17 h
EXPOSITION du 25 mars au 5 avril 2007
Galerie d'art Richelieu
Aussi spacieuse qu'un musée, aussi chaleureuse qu'une maison d'amis
7903, rue Saint-Denis, Montréal
(514) 381-2247 crichelieu@bellnet.ca
Du mardi au dimanche, de 10 h à 17 h
Stationnement • Métro Jarry
www.galerierichelieu.com
3468290
Vase carré à la poire

Matelas Bonheur
Un confort sans égal.

Tempur transforme votre vie.
TEMPUR n'est pas seulement un matelas. Ni simplement un oreiller. Il s'agit d'une gamme complète de produits créée par des professionnels mettant tout en œuvre pour atteindre un objectif : vous permettre d'obtenir la qualité de sommeil dont vous avez toujours rêvé.
Un sommeil plus profond et plus réparateur que ce que vous avez connu jusqu'à présent.
Vous remarquerez la différence dès votre réveil.
TEMPUR-PEDIC
MATELAS ET OREILLERS SUÉDOIS ALLÉGEANT LA PRESSION
3463921
3464021
* Tous les prix incluent les deux taxes payables et l'équivalent de la TPS et de la TVQ en rabais. Sur les modèles sélectionnés. Quantités limitées. Voir les détails en magasin. Photos à titre indicatif seulement.
• Service personalisé • Prix garantis • Livraison gratuite • Nous ramassons votre vieux matelas mattcanada.com
15 MAGASINS
• AHUNTSIC 1448 rue Fleury E.
• BLAINVILLE 757 boul. Curé-Labelle
• BROSSARD 8050 boul. Taschereau O.
• CHÂTEAUGUAY 152 boul. St-Jean Baptiste
• LACHENAIE 1313 Montée Masson
• LASALLE 1734 boul. Dollard
• LAVAL 1860 boul. le Corbusier
• MONTRÉAL 5164 avenue du Parc
• N.D.G. 5201 rue Sherbrooke O.
• OUEST DE L'ÎLE 15 634 boul. Gouin O.
• REPENTIGNY 85 boul. Brien
• ST-EUSTACHE 117 boul. Arthur-Sauvé
• ST-JÉRÔME 30 rue Bélanger
• ST-LÉONARD 5836 boul. Métropolitain E.
• VAUDREUIL 980 av. Saint-Charles
Matelas BONHEUR
www.matelasbonheur.ca 1 877 BONHEUR
TOUS LES MATELAS PEUVENT ÊTRE ACHETÉS SÉPARÉMENT
• MATELAS SUR MESURE AUSSI DISPONIBLES


PASSIONNÉS DE BEAUX OBJETS, NOUS EN AVONS POUR DÉCORER VOTRE INTÉRIEUR.
Anges, statues, icônes, crucifix, de styles médiéval et classique.
DESMARAIS & ROBITAILLE
Fondé en 1909
60, rue Notre-Dame Ouest Mtl
(514) 845-3194
3470272

MONDE

PHOTO GERARD CERLES, AFP

Le Parlement européen siège-t-il à Bruxelles, à La Haye ou à Strasbourg?

Le tour de l'Europe en 20 questions

Le 25 mars 1957, six pays d'Europe occidentale signaient le Traité de Rome donnant naissance à la Communauté économique européenne. De crise en crise et d'élargissement en élargissement, l'Union européenne a pris du coffre en 50 ans. Elle possède aujourd'hui sa monnaie, son Parlement et son passeport – mais toujours pas de Constitution. Voici un quiz pour tester vos connaissances sur l'Europe.

QUIZ CONÇU PAR AGNÈS GRUDA

PHOTO JACQUES DEMARTHON, AFP

Il a beaucoup fait parler de lui l'an dernier...

1 Combien y a-t-il d'étoiles dans le drapeau européen ?

a) 12

b) 25

c) 27

2 Quelle est la devise de l'Union européenne ?

a) Ensemble nous vaincrons

b) Unis dans la diversité

c) L'union fait la force

3 Où siège le Parlement européen ?

a) À Bruxelles

b) À La Haye

c) À Strasbourg

4 Quelle est la population de l'Union européenne ?

a) Entre 150 et 250 millions

b) Entre 450 et 500 millions

c) Entre un et deux milliards

5 Quel était le nom du premier ancêtre de l'UE ?

a) Communauté franco-allemande

b) Communauté européenne du charbon et de l'acier

c) L'union pour la paix durable

6 Lequel de ces pays ne faisait pas partie des membres fondateurs de la communauté européenne ?

a) L'Italie

b) L'Autriche

c) Les Pays-Bas

7 Lequel de ces pays ne fait pas partie aujourd'hui de l'Union européenne ?

a) La Norvège

b) Le Danemark

c) La Slovaquie

8 Il a dit, dès 1950 : « Nous ne sommes qu'au début de l'effort que l'Europe doit accomplir pour connaître enfin l'unité, la prospérité et la paix. » Qui est ce visionnaire considéré comme le véritable père de l'UE ?

a) Winston Churchill

b) Charles de Gaulle

c) Jean Monnet

9 Quelle est la ville la plus populeuse de l'UE ?

a) Rome

b) Paris

c) Londres

10 Quel est l'hymne européen ?

a) *L'Ode à la joie* de Beethoven

b) *L'hymne à l'amour* d'Édith Piaf

c) *Ne me quitte pas* de Jacques Brel

11 Laquelle de ces langues n'est pas reconnue comme langue officielle de l'UE ?

a) Le maltais

b) Le catalan

c) Le slovène

12 Comment s'appelle le programme d'échanges étudiants le plus connu en Europe, rendu célèbre par le film L'*Auberge espagnole* ?

a) L'Éducation européenne

b) Erasmus

c) Passeport pour l'Europe

13 Lequel de ces pays de l'UE ne fait pas partie de la zone euro ?

a) Le Danemark

b) La Slovénie

c) La Suisse

14 Quel corps de métier symbolise la crainte de voir déferler des travailleurs pauvres dans les pays riches ?

a) Le plombier polonais

b) L'infirmière bulgare

c) Le soldat britannique

15 La richesse n'est pas également répartie entre les membres de l'Union européenne. Au bas de l'échelle, un pays dont le PNB par habitant est de 8800 $ US. Tout en haut, un pays avec un PNB par habitant de 68 800 $. Quels sont ces pays ?

a) La Slovaquie et la Grande-Bretagne

b) La Bulgarie et l'Allemagne

c) La Roumanie et le Luxembourg

16 En quelle année l'euro est-il entré en circulation ?

a) En 1998

b) En 2002

c) En 2005

17 Avec l'adhésion de la Roumanie, le Parlement européen compte maintenant suffisamment de députés d'extrême droite pour qu'ils aient le droit de former leur propre groupe parlementaire. Qui préside ce groupe, appelé Identité, Tradition, Souveraineté ?

a) Le Français Bruno Gollnish

b) L'Italienne Alexandra Mussolini

c) L'Autrichien Jorg Haïder

18 Le Parlement européen a récemment blâmé un eurodéputé pour avoir publié une brochure antisémite avec le logo de l'UE. Quel pays représente cet élu ?

a) L'Allemagne

b) L'Italie

c) La Pologne

19 Ces deux pays ont entrepris de négocier leur entrée dans l'UE.

a) L'Islande et la Bosnie

b) La Croatie et la Turquie

c) Le Kosovo et l'Ukraine

20 Lequel de ces pays de l'UE pratique la peine de mort ?

a) Le Portugal

b) La Grèce

c) Aucun

Réponses : 1A, 2B, 3C, 4B, 5B, 6B, 7A, 8C, 9C, 10A, 11B, 12 B, 13A (la Suisse ne fait pas partie de l'UE), 14A, 15C, 16B, 17A, 18C, 19B, 20C (la peine de mort est interdite dans toute l'UE)

La version interactive de ce quiz est disponible sur www.cyberpresse.ca

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur **cyberpresse.ca/monde**

LE TOUR DU GLOBE

IRAK
Au moins 35 morts à Bagdad

Malgré les efforts de sécurisation des forces américano-irakiennes, plusieurs actes de violence aveugle ont fait au moins 35 morts hier dans Bagdad, selon les autorités irakiennes. Dans le sud de la capitale, notamment, un camion piégé a explosé près d'un commissariat, tuant au moins 20 personnes, des policiers et des civils, et en blessant 26 autres, d'après la police. Un kamikaze a également fait sauter sa ceinture d'explosifs dans une boulangerie du centre de Tal Afar, ville à majorité turkmène sunnite située à 420 km au nord-ouest de Bagdad, tuant 10 personnes et en blessant trois autres. Au moins 47 autres personnes ont aussi été tuées ou trouvées mortes hier à travers en Irak, dont 10 personnes emportées par un attentat au camion piégé à Haswa, à 50 km au sud de Bagdad. — AP

IRLANDE DU NORD
Le parti d'Ian Paisley rejette la date butoir

Le Parti unioniste démocratique (DUP) du dirigeant protestant Ian Paisley a rejeté hier la date-butoir fixée par Londres pour un partage immédiat du pouvoir avec les catholiques. Plus de 100 responsables du parti ont en effet voté à une écrasante majorité à Belfast contre la position du gouvernement britannique, qui réclame de longue date qu'un exécutif biconfessionnel de 12 membres soit formé et investi d'ici demain, ont rapporté des représentants de la formation et de la Grande-Bretagne. Cependant, selon des responsables, le parti devrait publier une motion appelant Londres à faire approuver un texte repoussant au mois de mai la date butoir sur le partage du pouvoir. En échange, Ian Paisley accepterait d'avoir dès demain un premier entretien face à face avec Gerry Adams, chef du Sinn Féin, aile politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). — AP

IRAN
L'UE appelle à la libération des marins britanniques

PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Des membres de la Marine royale britannique.

La présidence allemande de l'Union européenne a demandé, hier, « la libération immédiate » des quinze marins britanniques capturés vendredi dans le golfe Persique par l'Iran. La présidence allemande « est en concertation étroite avec le gouvernement du Royaume-Uni sur ce sujet », indique un communiqué émis hier. Londres, qui avait demandé la veille à l'Iran une « explication complète » après cette capture et signifié attendre « le retour immédiat de (son) personnel sain et sauf et de leur équipement », a de nouveau convoqué l'ambassadeur d'Iran au Foreign Office hier. Les marins capturés ont « avoué » être entrés illégalement dans les eaux territoriales iraniennes, a affirmé hier le général Alireza Afshar, haut responsable militaire iranien, cité par l'agence semi-officielle Fars. — AFP

AFGHANISTAN
Des attaques font 21 morts

Seize talibans et cinq policiers ont été tués vendredi dans plusieurs attaques contre des postes de police dans le sud de l'Afghanistan, a annoncé la police hier. Un premier assaut a été lancé vendredi soir par des combattants talibans près de Tirin Kot, capitale de la province méridionale d'Oruzgan. Cinq talibans et deux policiers ont été tués, tandis que 10 insurgés et quatre policiers ont été blessés. Un autre accrochage s'est produit dans la province voisine de Zaboul, où des rebelles ont attaqué un poste de police sur la grande route reliant Kaboul à Kandahar; deux talibans ont été tués et six blessés. Un policier et cinq insurgés ont aussi été tués dans le district de Gurbuz, à la frontière avec le Pakistan. Enfin, dans la province voisine de Paktika, des talibans ont placé une bombe qui a explosé au passage d'un convoi de la police, tuant deux policiers et en blessant cinq. — AFP

PROCHE-ORIENT
Rice choque Le Caire

Les autorités égyptiennes ont très mal pris hier les doutes émis par la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice sur le caractère démocratique du référendum constitutionnel prévu demain en Égypte. La consultation est boycottée par l'opposition et surtout les Frères musulmans, qui considèrent les nouvelles mesures antiterrorisme comme une tentative pour les écarter de la vie politique. Faisant la navette entre Jérusalem et la Cisjordanie, Mme Rice a exprimé « l'espoir que (le référendum) soit un processus qui donne la parole à tous les Égyptiens », mais s'est « inquiétée » du « danger de voir cet espoir déçu ». Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Aboul Gheit, a vivement réagi, déclarant qu'« en dépit de ses relations amicales et stratégiques avec les États-Unis, l'Égypte ne peut accepter l'ingérence dans ses affaires d'aucun de ses amis ». Le président Hosni Moubarak a prévenu qu'il ne céderait à aucune « pression ». — AP

PHOTO DAVID KARP, BLOOMBERG NEWS

La résolution 1747 a été adoptée à l'unanimité, hier, par les 15 membres du Conseil de sécurité des Nations unies.

PROGRAMME NUCLÉAIRE SUSPECT

L'ONU alourdit les sanctions contre l'Iran

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le Conseil de sécurité des Nations unies a infligé, hier, de nouvelles sanctions économiques et commerciales à l'Iran pour son refus de suspendre ses activités nucléaires sensibles, dans une résolution que les dirigeants iraniens avaient d'avance rejetée.

Le texte a été adopté à l'unanimité des 15 membres du Conseil, comme l'avaient espéré les Européens, coauteurs du texte.

Les nouvelles sanctions, contenues dans la résolution 1747, alourdissent celles déjà infligées à l'Iran, dans la résolution 1737 du 23 décembre, pour n'avoir pas suspendu ses activités d'enrichissement et de retraitement de l'uranium comme exigé par la communauté internationale.

Téhéran avait déjà ignoré cette résolution, accélérant au contraire ses opérations d'enrichissement, selon le constat établi par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, qui avait émis le souhait d'assister au vote, y avait finalement renoncé vendredi, arguant d'un retard dans l'attribution de visas par les États-Unis. Washington a démenti être à l'origine d'un quelconque retard dans la délivrance des visas à la délégation iranienne.

La nouvelle résolution 1747, sur lequel les cinq « Grands » dotés du droit de veto (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) et l'Allemagne s'étaient mis d'accord le 15 mars, prévoit un embargo sur les achats d'armes à l'Iran et des restrictions volontaires aux ventes d'armements à ce pays. Il contient aussi des restrictions financières et commerciales, ainsi que sur les voyages de certaines personnalités iraniennes liées au programme nucléaire.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, qui avait émis le souhait d'assister au vote, y a finalement renoncé vendredi.

Il comporte en annexe un rappel des propositions économiques et diplomatiques faites à l'Iran par les Européens en juin pour le convaincre de suspendre l'enrichissement.

Comme la précédente, la résolution 1747 invoque l'article 41 de la Charte de l'ONU, qui autorise des sanctions économiques et commerciales mais exclut l'usage de la force.

L'Iran assure mener son programme nucléaire uniquement à des fins civiles, mais la communauté internationale le soupçonne de vouloir se doter de l'arme atomique.

Le guide suprême de la république islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, et le président Ahmadinejad ont répété ces derniers jours que la nouvelle résolution et des sanctions supplémentaires ne feront pas plier l'Iran.

L'ancien président réformateur iranien, Mohammad Khatami, cité hier par le quotidien indien *Indian Express*, a affirmé que l'Iran « ne se dotera jamais d'armes nucléaires » et que la crise actuelle devait être résolue « par la voie de la négociation ».

« Les armes de destruction massive n'ont jamais été notre objectif », a ajouté l'ancien président, qui s'est entretenu vendredi à New Delhi avec le premier ministre indien, Manmohan Singh.

Alors que le Conseil de sécurité s'apprêtait à voter, la crise née vendredi entre la Grande-Bretagne et l'Iran à la suite de la capture de 15 membres de la marine britannique par des navires iraniens ne semblait pas près de se dénouer, le ton montant entre Londres et Téhéran, tandis que l'Union européenne se mettait de la partie, exigeant à son tour leur libération immédiate.

Merkel plaide pour un renouveau de l'UE

ASSOCIATED PRESS

Angela Merkel a exhorté, hier, ses homologues à soutenir un « renouvellement » fondamental de l'Union européenne pour les deux prochaines années. La chancelière allemande, dont le pays exerce la présidence de l'UE jusqu'à la fin du semestre, espère que ce sommet marquant les 50 ans des Traités de Rome permettront de remettre le bloc européen sur la bonne voie politique.

S'exprimant au premier des deux jours de la réunion informelle, M^me^ Merkel a souhaité que l'UE envoie un message clair à ses 490 millions de citoyens. « Les gens ont le droit de savoir comment nous imaginons une Union européenne renouvelée, qui soit capable d'agir », a-t-elle lancé.

L'Allemagne tente de sortir l'UE de la crise institutionnelle dans laquelle elle est plongée depuis les « non » français et néerlandais au Traité constitutionnel en 2005. La chancelière espère raviver l'enthousiasme populaire pour l'Union grâce à une déclaration rappelant les succès de la communauté : la fin des barrières douanières, la libre circulation des citoyens, la consolidation des démocraties de la péninsule ibérique, de Grèce et d'Europe de l'Est, le combat pour l'aide au développement et la lutte contre le réchauffement climatique.

Berlin, « une ville autrefois divisée et aujourd'hui réunifiée (…) est le symbole des succès de l'Europe depuis 50 ans », a estimé M^me^ Merkel.

« Les gens ont le droit de savoir comment nous imaginons une Union européenne renouvelée, qui soit capable d'agir. »

Afin d'éviter de gâcher l'anniversaire, la « Déclaration de Berlin » qui sera présentée aujourd'hui ne mentionnera pas explicitement la Constitution ni de futurs élargissements. Le texte exaltera les réussites européennes en matière de sécurité, de prospérité et de démocratie, dans une région marquée dans la première moitié du XX^e^ siècle par la guerre, la dépression et la dictature.

Un premier pas vers la fin du blocage

Angela Merkel a arraché un consensus sur la formulation de la déclaration solennelle, que les Allemands considèrent comme un premier pas vers la fin du blocage. « Nous devons toujours renouveler la forme politique de l'Europe, en phase avec l'époque. C'est pourquoi aujourd'hui, 50 ans après la signature des Traités de Rome, nous sommes unis dans notre objectif de placer l'Union européenne sur une base commune renouvelée avant les élections de 2009 au Parlement européen », y affirment les Vingt-Sept, selon le projet consulté vendredi par l'Associated Press.

M^me^ Merkel tente de mettre en place un calendrier européen qui permette, lors d'un sommet en juin, d'ouvrir six mois de négociations destinées à élaborer un traité, lequel serait ratifié par tous les États membres d'ici 2009. Un objectif ambitieux étant donné l'ampleur des désaccords à surmonter sur ce qu'il faut garder du premier projet de Constitution.

L'Allemagne et l'Italie souhaitent par exemple conserver l'essentiel du texte original, tandis que les Pays-Bas plaident pour un traité « clairement différent par son contenu, sa portée et son nom ». Quant à la Pologne et au Royaume-Uni, ils redoutent un affaiblissement des pouvoirs nationaux, tandis que la République tchèque refuse de fixer une date butoir à la conclusion d'un nouveau traité.

Les discussions ont peu de chances de progresser avant l'élection présidentielle française.

FORUM

André Desmarais › Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier › Président et éditeur
Philippe Cantin › Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier › Directeur de l'information **André Pratte** › Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Pour la civilisation

mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

Les Français seraient-ils aussi racistes que les Québécois? C'est en tous cas le douteux honneur qu'ils revendiquent (!), à en croire un sondage remis, mardi, au premier ministre Dominique de Villepin par la Commission nationale consultative des droits de l'homme. Ainsi, 58 % des Français confessent être racistes, une proportion tout à fait comparable aux 59 % de Québécois qui avaient fait le même aveu (*Journal de Montréal* / Léger Marketing) en janvier dernier...

Bien entendu, à Paris comme à Québec, on peut faire dire beaucoup de choses aux sondages.

Ainsi, en France, ce n'est pas cet affreux pourcentage qui a été présenté aux médias, mais un autre, plus bénin... Et d'un angle différent, on pourrait aussi statuer que 65 % des Français et 82 % des Québécois ne sont pas, ou pas très, ou faiblement, racistes. (Détail technique: la nature différente des choix multiples de réponse offerts aux uns et aux autres explique sans doute davantage que les attitudes réelles pourquoi nous apparaissons ici plus angéliques que nos cousins.)

La recette de l'antiracisme est connue. C'est celle d'un brouet cuisiné à base d'éducation, de connaissance, de dialogue.

////////////////////////////

Peu importe.

Le racisme, cette posture intellectuelle et émotionnelle consistant à cultiver la méfiance sinon l'hostilité face à ce qui nous est étranger, existe bel et bien. Et la Semaine d'actions contre le racisme, qui se termine aujourd'hui, aura été l'occasion d'en dresser un bilan, ici et de l'autre côté de l'Atlantique.

Ainsi, en France, malgré une baisse générale de la violence verbale ou physique à caractère raciste, les agressions physiques dirigées contre les juifs ont augmenté de 35 % en 2006 par rapport à 2005 – allant jusqu'à la torture et au meurtre du jeune Ilan Halimi, en février. Au Québec, selon le B'nai Brith, les incidents antisémites ont augmenté de 70 % au cours de la même période.

De retour en France, une étude du Bureau international du travail révèle que, à compétence égale, près de quatre employeurs sur cinq embaucheront un concitoyen « de souche » plutôt qu'un candidat dont le patronyme suggère qu'il est originaire du Maghreb ou de l'Afrique noire. Au Québec, on sait à quel point la longue course à obstacles des accommodements raisonnables se déroule sur une dangereuse corde raide.

À l'un et l'autre endroit, ces affaires démontrent que la résistance au racisme est et doit être un acte réfléchi. Un effort de compréhension et de volonté.

Car on fait totalement fausse route en soutenant que l'homme originel, le « bon sauvage » de Rousseau, n'est pas raciste. Et que la société, l'habituelle suspecte, le corrompt. C'est exactement le contraire. Chacun est instinctivement prudent, ou pire, vis-à-vis l'« autre ». Cela se vérifie même dans le règne animal, tant il est vrai que l'Homme vit d'abord sous l'emprise de l'héritage comportemental des gènes qu'il partage avec les autres espèces. Mais la *bibite* humaine a l'avantage d'avoir pu construire une société sophistiquée qui, dans les meilleurs cas, « désapprend », contrôle, réprouve et réprime cet élan instinctif de méfiance et d'hostilité.

La recette est connue. C'est celle d'un brouet cuisiné à base d'éducation, de connaissance, de dialogue, éventuellement de compromis.

Bref, ce qu'il est convenu d'appeler la civilisation.

OGM, le rapport

akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

Il y a un moment que les OGM n'avaient fait parler d'eux au Québec. Les libéraux, on s'en souvient, s'étaient engagés à rendre l'étiquetage obligatoire lors de la dernière campagne électorale, mais ils n'ont jamais tenu leur promesse. Le gouvernement Charest a bien annoncé, en juillet 2004, qu'il commanderait une étude d'impacts économiques, mais ensuite... plus rien. Le rapport n'est pas prêt, se faisaient répondre les médias qui suivaient le dossier.

Une coalition pro-étiquetage l'a finalement rendu public dimanche dernier. Le ministère de l'Agriculture (MAPAQ) l'avait en main depuis octobre, indique son site internet. On aurait voulu noyer le poisson qu'on ne s'y serait pas pris autrement.

Que dit le fameux rapport? Que d'obliger l'industrie alimentaire à mentionner la présence d'OGM sur les emballages coûterait environ 28 millions par an. C'est beaucoup moins que l'évaluation du secteur privé, fait valoir la coalition formée de groupes comme Greenpeace, l'Union des consommateurs et l'Union paysanne. La firme KPMG avait en effet calculé qu'un tel étiquetage coûterait 700 à 900 millions par an au Canada. Si le secteur agroalimentaire québécois héritait du quart de la facture, il se retrouverait avec une note de 175 à 240 millions.

Les frais de fonctionnement annuels seraient donc six à neuf fois moins élevés qu'on l'avait d'abord cru. Cependant, l'étude québécoise prévoit que l'ensemble de la filière, incluant le gouvernement, devrait d'abord investir plus de 160 millions pour mettre le système en place. Et le changement serait beaucoup plus exigeant pour certains maillons de la chaîne, comme les transformateurs.

Faut-il pour autant faire une croix sur l'étiquetage des OGM? Sûrement pas. Plusieurs sondages ont démontré qu'une majorité importante de Québécois aimeraient trouver cette information sur les emballages. Mais Québec, comme Ottawa d'ailleurs, a toujours été plus attentive aux craintes de l'industrie qu'au désir des consommateurs. L'étude du professeur Martin Cloutier, de l'UQAM, amène enfin des chiffres dans ce débat très émotif

Le gouvernement Charest a longtemps répété qu'il attendait cette information avant d'aller plus loin dans ce dossier. Il l'avait en main depuis octobre, mais n'en a rien fait. Pourquoi? Les cyniques diront que ce n'est pas la première fois qu'un rapport aboutit sur une tablette. C'est vrai, mais d'habitude le processus d'enfouissement sous la poussière commence après la publication du document. Pas avant.

On a maintenant une idée beaucoup plus précise de ce qu'il en coûterait pour signaler la présence des OGM dans les aliments. À première vue, c'est bien moins pire qu'on aurait pu le croire. Ça ne rapporterait pas grand-chose au secteur agroalimentaire, c'est vrai. Mais on pourrait en dire autant de n'importe quel changement aux règles d'emballage imposées par Ottawa.

Les libéraux n'ont pas renouvelé leur promesse à cette campagne-ci et les deux autres principaux partis se sont bien gardés de reprendre le flambeau. Pourtant, le prochain gouvernement devra vraiment être de mauvaise fois pour trouver, dans le rapport reçu par le MAPAQ, des justifications suffisante pour fermer le dossier. Tôt ou tard, il devra s'intéresser à l'étiquetage des OGM.

serge paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

LA CAMPAGNE VUE DU « ROC »

Une évidence

Ce n'est pas faire du chantage que de penser que Stephen Harper sait choisir sereinement ses amis et ses ennemis

PAUL WELLS

L'auteur est chroniqueur politique au magazine Maclean's.

PHOTO SHAUN BEST, REUTERS

Stephen Harper

Québécoises, Québécois! Comme ambassadeur virtuel du Canada anglais en cette avant-veille d'élections québécoises, fidèle à une vieille tradition fédéraliste, je viens vous faire des menaces. Mon camion de la Brinks est stationné juste dehors. Il part à minuit en direction de Toronto. N'oubliez pas de réveiller les enfants à temps; c'est pour eux qu'on fait ça. Vous savez combien ça coûte, la location d'un camion de la Brinks?

Non, mais sérieusement, je dois vous faire part d'un de ces secrets de Polichinelle qui, prononcés à voix haute, ont toujours l'air de n'être qu'autant de menaces. Tenez-vous bien: si d'aventure le Parti québécois l'emportait lundi soir – se faufilant entre libéraux et adéquistes dans des dizaines de circonscriptions parfois surprenantes (dont – qui sait? – peut-être même Westmount-Saint-Louis! Je l'aimais bien, Jacques Chagnon, mais que voulez-vous, la vie est triste) – eh bien dans ce cas de figure-ci, la lune de miel entre Stephen Harper et le gouvernement du Québec prendra fin dans les minutes qui suivront. Le gel Ottawa-Québec ne tardera très certainement pas.

Bouuuuh!

En réalité, je ne dis pas ça pour menacer qui que ce soit. M. Harper non plus d'ailleurs. Quand le premier ministre canadien a dit mercredi à la Chambre des communes qu'il lui faudrait un gouvernement québécois qui croit au Canada pour négocier un entente sur la limitation du pouvoir fédéral de dépenser, il ne faisait qu'affirmer une évidence. Ce faisant, il est vrai, M. Harper s'est mis à dos les chefs de toutes les formations politiques, y compris ses potes Jean Charest et Mario Dumont. Mais comme M. Harper commence à apprendre peut-être un peu sur le tard, ce n'est pas l'unanimité entre chefs de parti québécois qui fait la réalité. C'est beaucoup plus souvent le contraire: à Québec comme à Ottawa où dans n'importe quelle démocratie, le consensus facile est le meilleur gage de la sottise. C'est un peu pour ça qu'on a gardé un Sénat à Ottawa: à chaque fois que les députés élus des Communes votent un projet de loi bien-pensant en moins de 10 minutes, il nous faut des sénateurs un peu moins excités pour réparer le gâchis.

Honnêtement, un gouvernement du Canada peut-il aussi facilement négocier un changement important dans le fonctionnement du pays avec un gouvernement dont la bonne foi est douteuse qu'il pourrait le faire avec un gouvernement qui partage, grosso modo, ses espoirs pour la réussite du pays? Poser cette question, ce n'est pas remettre en question le droit des Québécois de choisir le gouvernement qu'ils voudront, ou même le gouvernement qu'ils tireront au hasard en fonction du casino démocratique de 125 luttes à trois aléatoires. Ce n'est surtout pas remettre en question la légitimité du Parti québécois ni celle de l'aspiration souverainiste. C'est tout simplement dire que tout choix fait entre adultes consentants a des conséquences, le plus souvent hautement prévisibles. L'une de celles-là, c'est que Stephen Harper choisira sereinement ses amis et ennemis. Ce n'est pas les crises de nerfs d'André Boisclair qui changeront cela. Il suffit de constater à quel point la dernière des crises de nerfs hebdomadaires que s'amuse à piquer Danny Williams, premier ministre plutôt soupe-au-lait de Terrre-Neuve, a laissé M. Harper indifférent.

M. Harper a dit et répété qu'il fallait épauler M. Charest précisément puisqu'il s'agissait du premier ministre québécois le plus fédéraliste qu'il ait connu.

Son amitié de circonstance avec Jean Charest a singulièrement marqué l'administration de M. Harper, mais qu'on ne s'y trompe pas: le premier ministre s'est assez souvent expliqué sur ce sujet pour que personne ne puisse croire que ce soit le sens de l'humour de M. Charest ou ses cheveux bouclés qu'affectionne l'Albertain. M. Harper a dit et répété qu'il fallait épauler M. Charest précisément puisqu'il s'agissait du premier ministre québécois le plus fédéraliste qu'il ait connu. M. Boisclair étant moins fédéraliste, il ne sera pas épaulé par Ottawa.

M. Charest a dit, dans la foulée de la déclaration de M. Harper, que ce n'est pas au premier ministre canadien de décider avec qui il négociera. Soit. Mais il décidera avec qui il ne négociera pas. Croyez-moi: je suis membre de la Tribune de la presse à Ottawa. Moi et mes collègues, nous avons déplu à un moment donné à M. Harper. Il a tout simplement annulé ses points de presse dans le capitale fédérale depuis. Quatre présidents successifs de la Tribune de la presse n'ont pas réussi à le faire bouger.

Dire cela, ce n'est pas menacer les Québécois. Ceux-ci éliront qui ils voudront, et c'est bien ainsi. Je ne peux m'empêcher même d'espérer qu'ils élisent M. Boisclair. S'ensuivraient alors des gestes qui viendraient clarifier le débat national. Pour ceux qui aiment la clarté.

FORUM

TENDANCES LOURDES

L'éclatement du nationalisme

Le Parti québécois n'est plus seul à définir ce courant d'opinion, qu'il doit désormais partager avec l'ADQ et la gauche

JEAN-HERMAN GUAY

L'auteur est professeur de science politique à l'Université de Sherbrooke

En décembre 2005, selon les sondages de la maison CROP, le Parti québécois avait l'appui de 50 % des répondants, 62 % chez les francophones. André Boisclair, le nouveau chef, était alors au sommet de sa gloire. Quant à la souveraineté, elle semblait plus probable que jamais. Quinze mois plus tard, rien ne va plus : le dernier sondage indique que cet appui a fondu de presque la moitié puisque seulement 32 % des francophones soutiennent à présent le PQ ! Pendant ce temps à Ottawa, le Bloc québécois de Gilles Duceppe a subi une chute analogue.

Pour le PQ, la première saignée survient alors que deux événements se sont produits en janvier et février 2006 : la victoire de Stephen Harper et l'émergence des petits partis, notamment Québec solidaire et des Verts. Le PQ y perd alors presque 10 points. Mais rien ne laissait à ce moment-là soupçonner un danger à droite : l'ADQ avait obtenu moins de 2 % du vote lors des élections partielles du 10 avril 2006 !

L'insistance mise depuis 30 ans sur l'axe fédéraliste-souverainiste n'a fait que reporter, voire refouler les autres sujets qui ont rebondi de façon furieuse au cours des derniers mois.

La deuxième saignée s'amorce au moment où l'ADQ fait parler d'elle à la fin de 2006, grâce à la question des accommodements raisonnables. Toute la présente campagne est marquée par cet élan. En mélangeant habilement une attitude populiste, un nationalisme modéré et un certain nombre de propositions de droite, l'ADQ arrache presque 10 points au PQ de décembre 2006 à la mi-mars 2007, alors que les libéraux n'en perdent que quelques-uns. En 15 mois, le PQ a été successivement dépecé à gauche, puis à droite.

Si ces mouvements complexes de l'opinion publique, visibles uniquement par les sondages, rendent hautement hypothétique toute transposition des intentions de votes en sièges, leur ampleur nous permet assez bien d'entrevoir des transformations de la culture politique d'ici et ce, quel que soit le parti porté au pouvoir.

Un monopole perdu

Ainsi, au fil des derniers mois, le Parti québécois a perdu le monopole de la définition du nationalisme québécois, monopole qu'il détenait depuis presque 30 ans. Dorénavant, il ne contrôle plus le « pourquoi » ou le « comment » du discours sur l'identité québécoise… pas plus que le « quand ». Messieurs Parizeau et Landry ont eu raison de le rappeler à André Boisclair, même si celui-ci devenait premier ministre. En fait, privé d'un chef fort, doté d'une organisation fatiguée et vieillissante ainsi que de ressources financières limitées, le PQ a perdu sa position dominante.

Il découle de tout cela un éclatement – pas une mort – du nationalisme québécois. Ce courant d'opinions est à présent fragmenté en trois éléments bien distincts, chacun ayant ses revendications propres et son agenda. Un premier ouvertement de gauche (QS), bien que minoritaire et probablement sans siège, mais satisfait de sa performance, un autre se réclamant ouvertement du centre-droit qui adopte une approche défensive-autonomiste (ADQ), et finalement le PQ, qui tente vainement de recoller les morceaux, en jouant parfois à droite, mais le plus souvent au centre-gauche de la patinoire. Avec un peu de recul, on constate qu'un des malheurs du PQ est qu'il a manqué une occasion de se recentrer. Leurré par la colère provoquée par le scandale des commandites, lequel a créé une « bulle souverainiste » ayant duré presque deux ans, le PQ a écourté la réflexion qui s'imposait au lendemain de l'échec électoral de 2003 pour retomber dans ses ornières.

Le dernier changement qui semble transformer notre culture politique touche la traditionnelle prédominance du débat constitutionnel sur tous les autres dossiers. L'insistance mise depuis 30 ans sur l'axe fédéraliste-souverainiste, donnant à chaque élection un caractère référendaire, n'a fait que reporter, voire refouler les autres sujets qui ont rebondi de façon furieuse au cours des derniers mois.

PHOTO PAUL CHIASSON, ARCHIVES PRESSE CANADIENNE

Jean Charest serre la main de Mario Dumont, sous l'oeil d'André Boisclair, lors du débat des chefs à Québec.

Pendant cette campagne, on a vu des sujets qu'on croyait « réglés » et « définis » par le consensus – ou le modèle – québécois faire irruption dans le débat public : aliénation des régions, formes édulcorées de xénophobie ou d'homophobie, frais de scolarité, cynisme envers les élus. Des enjeux économiques de la classe moyenne des banlieues ont aussi surgi, tout comme ceux de l'éducation, de l'environnement ou du secteur manufacturier, chacun montrant que le dossier constitutionnel avait gommé des débats qui auraient dû avoir lieu bien avant.

Signe des temps : quand on a demandé aux gens s'ils se considéraient fédéralistes (30 %), souverainistes (23 %) ou autonomistes (8 %), un bon tiers (35 %) des répondants a opté pour l'option « rien de tout cela ». Chez les jeunes de moins de 35 ans, c'est 48 % qui partagent ce dernier avis !

Nul doute que ces trois phénomènes, qui dépassent la présente campagne, obligeront les deux grands partis à se redéfinir à plus ou moins long terme. À court terme cependant – dès demain en fait –, ces phénomènes créent une offre partisane comme nous n'en avons jamais connue. La fin du bipartisme ouvre de nouvelles perspectives et permet un choix beaucoup plus diversifié. Pas étonnant que 58 % des gens se soient dit intéressés à la campagne contre 47 % en 2003. Souhaitons seulement que cet intérêt se concrétise par une brusque remontée du taux de participation au scrutin. L'avertissement lancé aux vieux partis en sera d'autant plus clair !

POST SCRIPTUM

Un bilan à saveur adéquiste

pgagne@lapresse.ca

PIERRE-PAUL GAGNÉ

Aussi bien le dire d'entrée de jeu: la campagne électorale qui se terminera dans quelques heures a été marquée du début à la fin par Mario Dumont.

Un Mario Dumont adoré d'une bonne partie de nos lecteurs. Tellement aimé que, même en proposant des solutions simples à des problèmes complexes, il a pu jouir sans arrêt d'un niveau exceptionnel de sympathie lui permettant d'échapper sans problème à des débats qui auraient décapité André Boisclair et Jean Charest.

« Mario », comme l'appellent affectueusement nombre de nos correspondants (qui ne s'étaient pas permis une telle familiarité avec un chef de parti depuis un certain « Ti-Poil ») a ainsi pu s'en tirer assez aisément sur des sujets comme l'indigence de son équipe de candidats et l'absence de cadre financier pour son programme électoral. *Idem* pour de vrais débats de fond sur certaines de ses promesses électorales les plus audacieuses.

Sur tous ces sujets, le chef adéquiste a pu profiter d'une sorte de « free ride » de la part de nos lecteurs, d'abord et avant tout des libéraux et des péquistes habitués à s'entredéchirer sur la place publique depuis bientôt 40 ans.

Et c'est là qu'on retouve la deuxième raison de la montée « sans encombre » de Mario Dumont, que bien des observateurs n'ont aperçu dans leur rétroviseur qu'une fois rendu à leur hauteur. Trop occupés dans leurs chicanes historiques, les péquistes et les libéraux n'ont pas détecté instantanément la percée adéquiste.

Mais à *La Presse*, dès la deuxième semaine de campagne, on a bien senti dans les innombrables courriels reçus que quelque chose se passait « au ras des paquerettes ». Les textes positifs portant sur l'ADQ et vantant la nécessité d'un changement commençaient à affluer. Ce qui nous permit de titrer, dès le 5 mars, notre pleine page de lettres du lundi: « Mario Dumont dans la ligne de mire ! » Et le reste de la campagne devait être à l'avenant.

Alors qu'en 2003, l'ADQ était presque complètement disparue du courrier des lecteurs pendant que prenait place l'habituelle polarisation PLQ-PQ, cette fois-ci, ce sont les électeurs libéraux et péquistes qui ont dû réajuster leur tir en cours de campagne.

////////////////////////////

Tous les commentateurs vont chercher, au cours des prochains jours, à définir quel est le moment précis ou l'événement en particulier à la suite duquel le « mouvement pro-Mario » a réellement pris son envol. Affaire Le Pen? Débat des chefs? Budget fédéral?

Non ! C'est la question des accommodements raisonnables et l'affaire de Hérouxville qui ont commencé à paver la voie de la remontée de l'ADQ. Une remontée qui avait donc débuté avant même le déclenchement des élections. Ainsi, ces trois courriels reçus dès janvier:

> « Je suis entièrement d'accord avec Mario Dumont: il faut cesser de courber l'échine devant les minorités, il faut défendre nos valeurs traditionnelles. Dumont va certainement surprendre à la prochaine élection car beaucoup de Québécois de souche ne se reconnaissent plus dans le Parti québécois et le Parti libéral. La prise de position de Dumont va lui apporter beaucoup plus de votes que prévu. » (Bernard Lavallée, Berthierville)

> « J'espère sincèrement que Mario Dumont continuera à soutenir le peuple québécois ! Il faut que les étrangers arrivant au pays s'habituent aux us et coutumes bien établis du Canada, et non pas l'inverse… » (Anabel Fortin)

> « Remercions Mario Dumont pour sa contribution au débat sur l'identité québécoise. Sans lui, jamais les libéraux n'auraient mis sur pied la commission d'enquête pour traiter cette grave question. » (Denise Fournier, Québec)

À quelques heures de la fin des hostilités, il ne reste plus qu'à savoir deux choses: où se sera arrêtée l'ascension de Mario Dumont et auquel des deux autres principaux partis l'ADQ aura-t-elle fait le plus mal?

////////////////////////////

LE FLOP DE LA CAMPAGNE. Impossible de faire le bilan de la campagne sans dire quelques mots, en terminant, du dégel des droits de scolarité. Annoncée dès les premiers jours de la course par le Parti libéral et l'ADQ, cette mesure allait, prophétisaient les observateurs, marquer la campagne électorale. Les étudiants, unis derrière leurs leaders et jouissant de l'appui du Parti québécois et des centrales syndicales, allaient suivre à la trace la caravane libérale et empoisonner les allées et venues de Jean Charest. Rien de cela ne s'est finalement produit.

Feu le débat sur le dégel? Pas nécessairement puisque le Parti québécois, s'il remportait les élections, promet de le maintenir.

DES SILENCES GÊNANTS. Impossible aussi de ne pas dire un mot des silences gênants de la campagne électorale, notamment l'absence de débat sur l'emploi et la prospérité économique, ainsi que le peu de cas qu'on a fait des questions familiales. Mais le plus scandaleux est certainement la place ridicule qu'a occupé l'avenir de la métropole dans les discussions. À quel moment en a-t-on sérieusement discuté? Pas une fois !

Dire que si l'ADQ était portée au pouvoir demain – sait-on jamais (?) – il n'y aurait probablement aucun élu représentant le 514 (et même le 450 rapproché) au sein du Conseil des ministres. Ayoye !

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca** | **ABONNEMENT** (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement** | **PETITES ANNONCES** (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca** | **DÉCÈS** (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca** | **CARRIÈRES** (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca** | **PUBLICITÉ** (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

LA PRESSE Radio-Canada

ENCORE PLUS
QUE DU TALENT,
DE L'INTELLIGENCE,
MÊME DU GÉNIE,
L'EXCELLENCE
NAÎT DE L'EFFORT

RETROUVEZ LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE SUR LES ONDES DE RADIO-CANADA

Ginette Laferrière

On sait que, pour avoir une bonne santé, il faut bien se nourrir, faire de l'exercice, éviter le tabac et les drogues. Pour que cette idée ne reste pas au stade théorique, Ginette Laferrière, enseignante en éducation physique au collège Montmorency, à Laval, a conçu et mis en œuvre le Défi Santé afin que les élèves comme les professeurs adoptent dans la bonne humeur de saines habitudes. Et si l'idée contribue à la santé, elle apporte d'autres éléments importants : elle crée des liens, rassemble, motive.

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE©

« Ce programme est basé sur la participation : jouer dehors, marcher... Mais participer est plus important que performer. »

ANNE RICHER

Chacune des équipes a choisi son nom avec un bel esprit sportif et humoristique : les Jambons poilus contre les Pépés, les Peppées contre les Mollets de feu. Cela donne une idée de l'atmosphère qui règne depuis que le Défi Santé Montmorency existe.

Déjà le gouvernement québécois a remarqué cette initiative, qui met de l'avant le principe qu'un kilomètre parcouru équivaut à 1 $ d'économie dans les frais de santé publics. En 2005, Ginette Laferrière a été nommée Montmorencienne distinguée par l'Ordre François de Montmorency-Laval pour son engagement exceptionnel.

La Presse et Radio-Canada soulignent également son initiative en la nommant Personnalité de la semaine.

Bouger

Son leitmotiv : « Faire de Montmorency le collège le plus en forme du Québec. » Mais il ne sera pas seul longtemps. L'idée fait boule de neige et d'autres suivent : Notre-Dame-de Foy, Marie-Victorin, Saint-Jean-sur-Richelieu, Shawinigan, Saint-Joseph de Mont-Laurier. « Il n'y a pas si longtemps, en 2003, il était question d'abolir les cours d'éducation physique. Nous, on s'est dit qu'on allait démontrer au gouvernement non seulement l'utilité de ces cours, mais leur rentabilité à long terme. »

À l'automne 2004, dès le premier trimestre, des équipes de cinq participants se sont mises en place, chacune avec son petit nom amusant, et se sont lancé mutuellement des défis amicaux, par exemple : quel sera le département le plus en forme ? Au trimestre de l'automne 2006, 1650 participants, élèves et enseignants, regroupés en 325 équipes, ont parcouru en tout 850 000 km !

Sur le site internet du collège, un logiciel tient compte de la nature de l'activité, de sa durée et de son intensité, que l'on convertit en mesure étalon, soit l'équivalent kilomètre-marche. Un exemple : 30 minutes de marche équivalent à 1,6 km-santé. Près de 40 activités, du spinning au badminton en passant par la simple marche, sont répertoriées. « Il y a beaucoup d'ambiance dans nos cours », assure Ginette Laferrière. Elle ajoute : « Ce programme est basé sur la participation : jouer dehors, marcher... Mais participer est plus important que performer. »

De l'énergie

Voilà 20 ans qu'elle enseigne à ce collège. Vingt ans qu'elle côtoie les jeunes. « Ils ont changé, reconnaît-elle. Il y a beaucoup de laisser-aller sur le plan des activités physiques, surtout à l'extérieur. Et, sur le plan moral, ils négocient davantage. Les filles surtout s'imposent beaucoup de pression axée sur l'image personnelle. En plus d'étudier, elles travaillent pour s'offrir auto, cellulaire, vêtements, etc. Il reste peu de temps pour l'activité physique. » Créer l'équilibre, leur apprendre à gérer leur stress et leur temps sont de nouveaux défis pour cette pédagogue passionnée, qui avait au départ choisi d'enseigner les mathématiques.

Elle voit chaque jour des jeunes qui doivent affronter des réalités difficiles, particulièrement sur le plan familial. Elle les trouve généreux et sains. « J'ai confiance en l'avenir de ces jeunes, ils ont une plus grande sensibilité à l'environnement, notamment. Le fond est bon, particulièrement chez ceux qui poursuivent leurs études. »

Native du Cap-de-la-Madeleine, elle se considère comme privilégiée d'avoir vécu dans une famille où les cinq enfants ont été encouragés à bien se nourrir et à faire du sport. Ses parents, qui ont atteint un âge respectable, maintiennent leur marche quotidienne et font de la danse sociale. « L'un de mes souvenirs d'enfant est de voir ma mère faire le ménage en étirant volontairement certains muscles de son corps. »

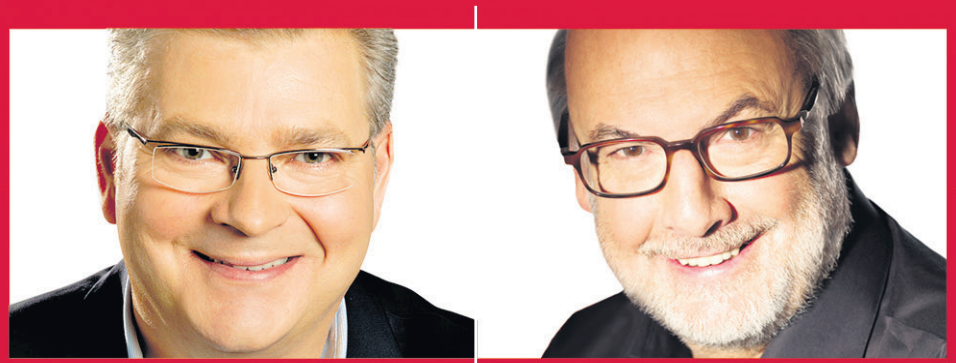
Mère de deux grands enfants, son dévouement et ses encouragements ne visent pas seulement les muscles, mais aussi la bonne forme mentale. Pour elle, ce qu'elle choisit, c'est le bénévolat, donner du temps aux autres, défendre des causes. Elle fait partie du comité contre le harcèlement sexuel, du comité femmes avec les enseignants, etc. Quelquefois, elle prend conscience de la force du modèle qu'elle représente, de la force de son empathie. Certains jeunes qu'elle a aidés au cours de passages délicats de leur vie lui témoignent encore aujourd'hui une vive reconnaissance.

Une prof d'éducation physique ? Plutôt une authentique pédagogue, dévouée comme on les rêve.

LOTO QUÉBEC
BANQUE NATIONALE
ALCAN
Hydro Québec

RETROUVEZ LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE LA PRESSE/RADIO-CANADA
À RADIO-CANADA

AUJOURD'HUI
RDI EN DIRECT
Avec Louis Lemieux
VENDREDI, SAMEDI ET DIMANCHE DÈS 6 h
ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ : 9 h 40
RDI
SOURCE D'INFORMATION



DEMAIN MATIN
C'EST BIEN MEILLEUR LE MATIN
Avec René Homier-Roy
DU LUNDI AU VENDREDI 5 h À 9 h
ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ : 6 h 50
95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca
3449965A